

Golfe: les impérialistes ont le doigt sur la gâchette

Défense de l'Irak!

30 décembre - En ce moment même, les impérialistes sont en train de mettre en place les derniers rouages de leur machine de guerre anti-irakienne au Moyen-Orient. Il y a deux jours, les porte-avions américains *Theodore Roosevelt* et *America* ont appareillé pour le Golfe avec leurs escortes, tandis que les troupes terrestres - dont les trois divisions blindées et mécanisées qui constituaient le fer de lance du corps de bataille US en Allemagne - continuent à se déverser en un flot ininterrompu dans les ports saoudiens: une des plus puissantes armadas déployées depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Au terme d'une résolution adoptée début décembre par le Conseil de sécurité de l'ONU, les Etats-Unis et leurs alliés et supplétifs dans le Golfe pourront à partir du 15 janvier attaquer l'Irak avec la bénédiction pleine et entière du « droit international » - et le soutien servile de la diplomatie gorbatchévienne. De toute manière, leur gigantesque corps expéditionnaire ne pourra pas être maintenu longtemps l'arme au pied dans les sables d'Arabie. A brève échéance, il devra être ou désengagé ou lancé à l'attaque contre les puissants retranchements derrière lesquels est massée l'armée irakienne - une armée forte de plus d'un demi-mil-

lion d'hommes, abondamment pourvue d'armes modernes et aguerrie par huit ans de guerre à outrance contre l'Iran.

Pour tenter de minimiser des pertes que tous les experts s'accordent à chiffrer en dizaines de milliers de morts, les dirigeants américains ont clairement annoncé qu'ils ordonneraient des bombardements navals et aériens massifs non seulement des troupes mais aussi des populations civiles irakiennes. En termes à peine voilés, le ministre de la guerre US Dick Cheney a même menacé Bagdad d'une attaque nucléaire si les Irakiens utilisaient les armes chimiques dont ils disposent - une menace déjà proférée depuis longtemps par les

sionistes, qui ont à leur disposition quelque deux cents armes atomiques et brûlent de « régler son compte » le plus vite possible à l'Irak de Saddam Hussein.

Bush s'apprête aujourd'hui à partir en guerre pour défendre ses protégés obscurantistes et corrompus des pétromonarchies, mettre la main sur les richesses pétrolières du Golfe, tenter de restaurer un leadership mondial, menacé par la montée en puissance de ses rivaux impérialistes allemand et japonais, et resserrer un peu plus l'étai militaire contre l'Union soviétique. Mitterrand lui a emboîté le pas à contrecœur pour

Suite page 11

La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer

URSS: l'hiver de la décision

Moscou-Leningrad - Les coups de feu qui ont été tirés devant Mikhaïl Gorbatchev pendant le défilé du 7 novembre dernier, sur la place Rouge, symbolisent la situation explosive dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Union soviétique. Dans tout le pays, le jour anniversaire de la Révolution est devenu un baromètre de la profonde polarisation politique dans l'ensemble de la société soviétique. Des dizaines de milliers de citoyens ont défilé en défi aux mobilisations ouvertement contre-révolutionnaires, et pour célébrer le 73^e anniversaire de la Révolution bolchévique. Sans l'insistance de la direction de l'Armée rouge, il est fort probable que cette année, il n'y aurait pas eu du tout de célébration de la Révolution. Après des décennies de désastreux exercice du pouvoir, la bureaucratie stalinienne a conduit l'Union soviétique au bord de l'explosion. C'est l'existence même de la patrie de la révolution d'Octobre qui est en jeu.

L'effritement spectaculaire de la bureaucratie stalinienne sous le règne de Gorbatchev s'accompagne de la montée rapide du danger de contre-révolution capitaliste et de désagrégation nationale. Le démantèlement du mécanisme de planification bureaucratique, que rien n'est venu remplacer, a complètement désorganisé l'économie. Dans les centres industriels et les grandes villes, les étales des magasins sont complètement

vides. Partout, le chaos du marché apporte la spéculation, l'accaparement, la rupture du système de transport et une véritable grève des céréales. En dépit d'une récolte record, on parle beaucoup

d'une famine imminente dans le courant de l'hiver, et des soldats ont été envoyés dans les champs pour la récolte des pommes de terre. Dans le défilé sur la place Rouge, un retraité promenait un

poulet mort et famélique pendu au bout d'une corde - une critique amère de la direction du pays. Un rationnement rigoureux, comme on n'en avait pas vu depuis la Deuxième Guerre mondiale, a été remis en vigueur.

Les conseils municipaux de Moscou et de Leningrad sont dominés par des forces qui proclament ouvertement leur intention de restaurer le capitalisme, tandis que Boris Eltsine, le démagogue qui est à la tête de la République de Russie, défie de façon provocatrice l'autorité du Kremlin. Il affiche sa détermination à appliquer un « traitement de choc » de 500 jours visant à restaurer complètement une économie de marché capitaliste - un objectif que partage Gorbatchev, leur seule divergence portant sur le calendrier de l'opération. Gorbatchev a maintenant donné satisfaction à ceux qui réclamaient la constitution d'un conseil fédéral et le limogeage du premier ministre Ryjkov, coupable d'avoir traîné les pieds dans la marche forcée vers le marché. En retour, Gorbatchev a obtenu le droit (sinon le pouvoir) de gouverner par décrets.

Cinq années de perestroïka (restructuration) orientée vers le marché ont engendré une anarchie bureaucratique, et attisé les luttes fratricides nationalistes et intercommunautaires. Pratiquement toutes les républiques, toutes les régions autonomes et tous les groupes nationaux se sont déclarés « souverains et indépendants ». Les affrontements intercommunautaires sanglants se sont propagés du Caucase aux régions turcophones d'Asie centrale, et maintenant à la Moldavie.

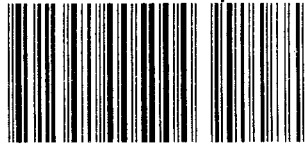
Mais pour la première fois depuis des décennies, le programme révolutionnaire internationaliste des bolchéviks de Lénine et Trotsky a fait entendre publiquement

Pour un parti trotskyste!



Le 7 novembre dernier à Leningrad, jour anniversaire de la Révolution, la bannière rouge du trotskysme est déployée sur la place du Palais.

M 2651 - 107 - 5,00 F



Suite page 8

Le Groupe spartaciste de Pologne à propos des élections

Résistance ouvrière contre la restauration capitaliste!

Le 9 décembre dernier, le dirigeant de *Solidarność* Lech Walesa a été élu président de la Pologne alors qu'à peine la moitié de l'électorat s'était déplacé aux urnes. Au second tour, Walesa a battu Stanislaw Tyminski, un inconnu qui s'est retrouvé de façon surprenante devant le premier ministre Tadeusz Mazowiecki lors du premier tour. Le rapport ci-dessous a été écrit par nos camarades du *Spartakusowska Grupa Polski*.

WROCLAW, Pologne, le 10 décembre - Les élections présidentielles auraient dû être un grand succès pour Walesa. Il avait été décidé qu'elles se dérouleraient avant les nouvelles élections au parlement, parlement qui doit déterminer les pouvoirs de la présidence. Cela correspond au programme d'« accélération » de Walesa. L'ordre des élections avait été décidé dans la perspective d'adapter l'autorité de la présidence à l'individu qui allait gagner - Walesa ou Mazowiecki, tous deux dirigeants de « *Solidarność* ».

Mazowiecki, ancien conseiller de Walesa, placé au poste de premier ministre en août 1989 par ce dernier, avait relevé le gant après quelques hésitations. Leur déclin a commencé quand le plan Balcerowicz, la « thérapie de choc » mise en place sur les recommandations du FMI et de la Banque mondiale, a provoqué une résistance populaire. Les grèves des cheminots et des petits paysans propriétaires ont obligé Walesa à discuter avec la population mécontente et à promettre, pour permettre à *Solidarność* de sauver la face, des changements dans le programme du gouvernement. Ce qui provoqua la division de *Solidarność* en deux camps, respectivement rassemblés autour de Walesa et Mazowiecki, et se combattant l'un l'autre.

Walesa a imposé les élections pour sauver ce qui reste de l'autorité de *Solidarność*. Le second tour visait à ce que les deux dirigeants de *Solidarność* s'opposent. Mais dans un dénouement imprévu, Mazowiecki a non seulement perdu les élections, mais il n'est même pas arrivé en seconde position. Il n'a obtenu qu'un peu plus de 19 % des voix, avec un taux

de participation de 60 %, pendant que le candidat des stalinien obtenait plus de 9 %. La direction du syndicat stalinien OPZZ avait appelé à voter pour l'un ou l'autre. Walesa et Tyminski étaient les candidats pour le second tour, avec près de 40 % et 23 % des voix. Mazowiecki annonça alors la démission de son gouvernement, ouvrant ainsi une période d'instabilité.

Tyminski, accusé d'être le « toquard » de ces élections, différait décidément des autres candidats. Bien qu'il soit dirigeant au Canada d'un petit parti de droite, le Parti libertaire, Tyminski s'est présenté ici comme candidat indépendant, sans affiliation politique, et comme un expert. Il a émigré il y a 20 ans à l'Ouest, où il est « devenu riche ». En Pologne, il s'est fait connaître grâce à son livre *Les chiens sacrés*. Il a fait une campagne électorale habile, adaptant son image aux sentiments populaires. Par exemple, il a démontré qu'il était religieux en priant pour la patrie devant la représentation de la Vierge Marie de Czestochowa.

Pendant la campagne électorale, de façon inattendue, Tyminski s'est déclaré en faveur d'un arrêt du bradage de la propriété nationalisée et a accusé le gouvernement Mazowiecki de « trahir la nation » pour avoir vendu des entreprises nationalisées à l'étranger pour trois fois rien. Dès lors, une campagne sans pitié a été orchestrée dans les mass médias, du matin au soir. Mais les effets ont été l'inverse de ceux escomptés car ce sont essentiellement des jeunes et des ouvriers qui ont voté pour Tyminski, qui a obtenu 3,7 millions de voix en tout. Il a eu un soutien considérable parmi les mineurs récemment en grève. Pendant les spots télévisés de Tyminski, tout le monde en Pologne pouvait voir des manifestations derrière le slogan « A bas Walesa ». Comme le disait un des supporters de

Tyminski dans une interview à la télévision, jusqu'à maintenant la bataille a été menée entre deux conceptions visant à introduire le capitalisme en Pologne.

Solidarność s'est vu placé devant le danger d'une victoire de cet homme d'affaires. Face à cette menace, Mazowiecki et les organisations le soutenant appelèrent à voter Walesa au second tour et exhortèrent à une participation massive aux urnes. Au dire de tout le monde, seule une victoire de Walesa avec une majorité décisive et une participation importante « sauverait l'honneur de la Pologne ». La hiérarchie de l'Eglise catholique donna aussi clairement son soutien à Walesa au second tour. Au premier tour, Walesa avait eu le soutien des groupes les plus à droite, comme l'Union de la politique réelle et les skinheads fascistes. Au second tour, même les plus « démocrates » activistes de *Solidarność* furent obligés de s'aligner sur eux.

La campagne contre Tyminski peut être comparée aux pires méthodes staliniennes. Walesa a commencé à parler de « contre-révolution » et a accusé Tyminski de collaboration avec la SB (l'ancienne police secrète stalinienne) et la nomenklatura. Walesa a juré « de ne pas le laisser partir » avant que les services du procureur de la République n'établissent la culpabilité de Tyminski. Walesa a promis de renforcer les forces de police dès le lendemain des élections et de remettre de l'ordre. L'attaque des meetings de Tyminski pendant la campagne pour le second tour par des escouades de choc de *Solidarność* laisse augurer de ce que sera cet ordre.

Les pressions de *Solidarność* se sont répercutées dans les derniers sondages où le soutien à Tyminski a chuté de 30 à 16 %. Mais, comme les sondeurs l'ont noté, certaines personnes cachaient leurs préférences. Walesa a fait des « commu-

nistes » les principaux boucs émissaires. Dans la même veine, pendant le premier tour, le parlement polonais a voté la « nationalisation » de la propriété du PZPR (POUP, l'ancien parti stalinien au pouvoir), dont 5 % étaient dans les mains du SdRP (la continuation « social-démocrate » du PZPR). C'était essentiellement dans un but propagandiste. Mais les stalinien se sentent maintenant menacés par une chasse aux sorcières. Lors du second tour, un dessin animé faisant partie de la campagne télévisée de Walesa le montrait en chevalier colossal détruisant les immeubles « communistes » à travers tout le pays et écrasant des petites gens. Face à une terreur policière qu'ils prévoient, et pour éviter de donner à Walesa la preuve de leur « soutien » à Tyminski, le SdRP comme l'OPZZ n'ont donné aucune consigne pour le second tour.

Le cas de Tyminski montre le vide politique qui existe en Pologne. Une large partie de la classe ouvrière et de la jeunesse a voté pour un candidat qui semblait être pour maintenir le statu quo sans aucune autre réduction du niveau de vie. Alors qu'aucune organisation politique existante ne pouvait capitaliser leur soutien, un mouvement de masse spontané est né, basé sur le principe de l'opposition à *Solidarność*. Une partie d'entre eux défendra probablement l'Etat ouvrier déformé.

C'est une bonne perspective pour le *Spartakusowska Grupa Polski*, qui vise à construire un parti trotskyste en Pologne. Au même moment, les stalinien ne défendent pas l'Etat ouvrier déformé et n'ont plus de soutien significatif. Un mouvement spontané de résistance est en train de se former, qui doit rejeter les illusions dans le capitalisme. Pour une résistance de masse contre la restauration capitaliste !

Berlin Défendez les antifascistes de Moabit!

Trois jours après l'Anschluss, Renate Dahlhaus et Michael Philippsen se sont vus frappés d'une ordonnance pénale parce qu'ils avaient, le 14 janvier 1989, défendu un meeting antifasciste, qui se tenait dans un restaurant du quartier Moabit à Berlin, contre une attaque dangereuse des fascistes Republikaner. L'attaque avait eu lieu au milieu de la campagne « électorale » raciste des Republikaner, marquée par des intimidations, des provocations et la violence ouverte. Les charges sont basées sur le témoignage du principal candidat des Republikaner, le fameux Carsten Pagel, qui a dirigé l'attaque contre les clients du restaurant.

Initialement, des charges pesaient contre huit victimes des attaques des Republikaner. Les procédures contre six d'entre eux ont été abandonnées depuis. Mais maintenant, Michael Philippsen est poursuivi pour agression, et Renate

Dahlhaus pour s'être défendue contre l'attaque meurtrière, « ayant obligé de force un autre [le fasciste Pagel] à arrêter [son action] ».

Ce n'est pas par hasard que Renate Dahlhaus, candidate du Spartakist-Arbeiterpartei aux élections au Bundestag et porte-parole à la manifestation antifasciste de masse de Treptow en janvier 1990, soit en butte aux attaques des fascistes et à la répression d'Etat. Le SpAD est, aux côtés de son organisation sœur, le Komitee für soziale Verteidigung (Comité de défense sociale), en première ligne pour défendre les travailleurs immigrés contre les attaques racistes et en opposition à la chasse aux sorcières contre les ex-stalinien du PDS et contre les autres militants de gauche.

Le comité « Défendez les antifascistes de Moabit » a reçu plus de 200 signatures de syndicalistes, de groupes de travailleurs immigrés et d'autres antifascistes

pour la levée immédiate de toutes les charges pesant contre les antifascistes. Les avocats de Philippsen et Dahlhaus ont fait appel de la décision du tribunal; un procès est prévu.

Mobilisez vos amis, vos collègues et vos organisations. Demandez la révocation immédiate des condamnations! Toutes les charges contre les antifascistes doivent être levées!

Ecrivez [au juge] Richter G. Shultz, Turmstrasse 91, 1000 Berlin 21.

Une défense qui gagne coûte cher. Versez au compte : Werner Brand, Anti-Rep-Verteidigung, Commerzbank Hamburg, (BLZ) 200 400 00, Konto-Nr. : 13 48 267. Contactez : Komitee zur Verteidigung der Antifaschisten von Moabit, c/o Werner Brand, Postfach 11 22 86, 2000 Hamburg 11 (Allemagne) ou le Comité de défense sociale à Paris : CDDS, BP 202, 75822 Paris Cedex 17.

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Suzanne Girard, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault.

REALISATION: François Donau. REVISEUR-REDACTEUR: Carine Gance. DIFFUSION: Jean-Luc Etchart.

DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

Imprimerie: Routage de Paris
5, chemin des Fruitières
93200 La Plaine-St-Denis

Commission paritaire: n° 59267

Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Alors que la colère ouvrière gronde Kohl emporte les élections au Reichstag

L'article que nous reproduisons ci-dessous est adapté de Spartakist n° 81 (11 décembre 1990), journal du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD), section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

Les chrétiens-démocrates, menés par leur chancelier du Reich pour une Grande Allemagne, ont fait du surf sur la vague de la réunification capitaliste. Ayant imposé l'Anschluss de l'ex-RDA (Allemagne de l'Est), ils ont recueilli les fruits de la victoire aux élections du 2 décembre dernier. Les sociaux-démocrates, dirigés par Lafontaine, jugés insuffisamment nationalistes allemands, ont découvert que leur programme d'augmentation des impôts et de chasses aux sorcières n'était pas la bonne carte à jouer aux élections. A l'Ouest, les Verts, qui se sentaient de plus en plus confortables dans leurs fauteuils du Bundestag (parlement), ont été renvoyés à leurs choux.

Maintenant que la mascarade électorale de la bourgeoisie est terminée, cette dernière va exiger que les travailleurs paient l'addition. Maintenant arrivent les augmentations sévères des loyers et les licenciements de masse, les expulsions d'étrangers, les femmes licenciées de leur emploi et renvoyées à l'esclavage de la cuisine, des fascistes se déchaînant dans les rues. Dans l'ex-RDA, le chômage a explosé, passant de quasiment zéro il y a un an à plus de trois millions aujourd'hui - plus de 30% des travailleurs. Les subventions gouvernementales pour des « semaines de travail courtes » seront cependant arrêtées le 1^{er} juillet prochain, et Mercedes-Benz exige des milliards de dédommagement pour compenser les contrats perdus par sa branche militaire à cause des réductions prévues dans l'armée.

Alors que ceux d'en haut célèbrent et proclament la « mort du communisme », en bas l'humeur est à l'amertume. *Der Spiegel* (26 novembre 1990) met en garde contre des « grondements dans les usines ». La semaine suivante, il poursuit avec un « La pression monte », déclarant que la « paix sociale » est en danger et se demandant avec anxiété si une vague de grèves menace. Dans la seule dernière semaine, il y a eu des « grèves d'avertissement » des ouvriers de Volkswagen, de métallurgistes de la Ruhr et d'employés civils de l'OTAN, et il y a une menace de grève des postiers. Le *Berliner Zeitung* parle d'un « hiver chaud » de luttes ouvrières.

Et en fait la colère ouvrière est en train de monter dans les usines. La grève massive de la Reichsbahn (chemins de fer est-allemands) l'a montré, ainsi que le vote des cheminots sur l'accord dans lequel ils se sont prononcés, en vain, contre le bradage des bureaucrates sociaux-démocrates (SPD) (selon l'anti-démocratique loi du travail allemande, il faut plus de 75% des voix contre un accord pour qu'il soit rejeté). Des camarades du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD) l'ont aussi observé quand les ouvriers des gigantesques usines chimiques de Leuna et Buna, près de Halle, se sont avidement saisis des exemplaires du programme électorale de lutte de classe « Pour une résistance ouvrière contre le Quatrième Reich », lors d'une manifestation de protestation contre des licenciements. La population de l'ex-RDA commence à sentir qu'elle a subi un viol.

La bourgeoisie veut qu'absolument rien ne subsiste de l'ex-Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, pas même un



Der Spiegel

Victimes de la réunification, plus de trois millions de travailleurs sont au chômage - ci-dessus à Schwerin (ex-RDA).

feu rouge avec une flèche autorisant à tourner à droite (ce qu'un jour, Woody Allen a qualifié de seule contribution de la Californie à la civilisation mondiale). Mais les travailleurs de l'Ouest comme de l'Est veulent et doivent défendre leurs conquêtes sociales, leur emploi et leur logement. Pour cela, ils ont par-dessus tout besoin d'une direction lutte de classe. Et c'est précisément ce qu'offrent les trotskystes du SpAD, qui ont combattu le stalinisme non pas dans le but d'offrir la RDA aux patrons occidentaux, mais dans le but de parvenir à une Allemagne rouge de conseils ouvriers dans une Europe socialiste.

Les chrétiens-démocrates ont débordé les *Republikaner* fascistes, en se mettant à la tête de la poussée contre-révolutionnaire vers l'Est. Mais les attaques des skinheads/nazis s'amplifient - les fascistes doivent être arrêtés dans les rues par la mobilisation de la classe ouvrière. Le SPD a mis les bouchées doubles pour étouffer la résistance ouvrière aux conséquences dévastatrices de la restauration du régime capitaliste à l'Est de l'Elbe, tout en menant, à l'Ouest, une chasse aux sorcières contre les Roms (Tziganes) et autres demandeurs d'asile. Et, fidèles à leur héritage, les sociaux-démocrates ont

agi comme les chiens sanguinaires dans la chasse aux sorcières contre le PDS (Parti du socialisme démocratique, héritier de l'ancien parti dirigeant stalinien de la RDA). A Berlin, la municipalité SPD a « fait campagne » en organisant une blitzkrieg policière contre les squatters sans logis, poussant la Liste alternative (Verts de Berlin-Ouest) à démissionner de la coalition municipale parce que la terreur policière était « excessive » et qu'ils n'avaient pas été consultés.

Il n'y a pas de place pour un deuxième SPD dans le Quatrième Reich, bien que le PDS s'y emploie désespérément, en premier lieu en livrant la RDA et ensuite sa trésorerie de parti et ses trésoriers à la « bourgeoisie d'Auschwitz ». Quand le SpAD a utilisé cette expression dans son spot électorale, la *Berliner Rundfunk* [station de radio berlinoise], a sauté au plafond et a refusé de le diffuser. La réponse du PDS à la grève de la Reichsbahn était « rationalisation, oui », mais d'une manière « plus ou moins supportable » comme en Allemagne de l'Ouest - où les chemins de fer ont sabré 100 000 emplois. Malgré des attaques de fascistes contre ses meetings, le PDS a appelé à des « discussions » avec ces tueurs racistes ! Mais en dépit de telles trahisons

réitérées par le dirigeant du PDS, Gregor Gysi, la chasse aux sorcières anti-PDS se poursuit sans relâche. Dès le début, le SpAD a appelé à des actions unies contre la loi d'expropriation des partis, puis a lancé un appel pour la libération des responsables PDS Pohl, Langnitschke et Kaufmann, et a déclaré « Bas les pattes devant Markus Wolf », ex-chef des fameux services d'espionnage de l'Allemagne de l'Est.

Au cours de sa campagne électorale lutte de classe, le SpAD a organisé une protestation de front unique à Berlin contre l'interdiction de l'immigration juive et s'est battu pour une manifestation de front unique contre les attaques fascistes à Halle. Notre but est d'être, selon les termes de Lénine, une « tribune du peuple », luttant contre toutes les formes d'oppression. Il y a en Allemagne quelque six millions de travailleurs immigrés qui, ainsi que leur famille, sont privés de droits; nous seuls avons avancé la revendication des « pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés », y compris le plein droit de vote et le droit de se présenter aux élections. Notre programme électorale a été distribué en turc, portugais et polonais, nos candidats ont été invités à prendre la parole dans des salles de réunion de Turcs et Kurdes de gauche, et nous avons vendu des centaines d'exemplaires du *Bulletin Spartacist*, en russe, à des soldats soviétiques.

Nous nous sommes battus pour des luttes ouvrières unifiées à l'Est et à l'Ouest, distribuant notre tract pour une grève commune Bundesbahn-Reichsbahn. A Hambourg, où les patrons font passer les profits avant l'envoi urgent de pommes de terre à l'Union soviétique, le candidat du SpAD, Herbert Peveling a lancé un appel à ses camarades des docks : « Chargez les pommes de terre pour Leningrad, puis faites grève ! »

En ce qui concerne les groupes à-la-gauche-du-PDS, la Gauche « unie » a scissionné, quelques-uns de ses membres prenant en marche le train de Gysi, tandis que d'autres rejoignaient les Verts anticommunistes. En Saxe, le KPD (Parti communiste, une petite scission du SED/PDS) a fait campagne sous le slogan « Celui qui ne lutte pas ne peut pas perdre », ce qui est une bonne description

Suite page 10

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Adressez la correspondance à :

Spartacist League of Australia

Spartacist League
GPO Box 3473
Sydney, NSW, 2001
Australie

Spartacist League/Britain

Spartacist Publications
PO Box 1041
London NW5 3EU
Grande-Bretagne

Trotskyist League of Canada

Trotskyist League
BOX 7198, Station A
Toronto, Ontario
M5W 1X8, Canada

Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

SpAD
Postfach 2002
O-1026 Berlin, Allemagne

Verlag Avantgarde
Postfach 11 02 31
2000 Hamburg 11
Allemagne

Ligue trotskyste de France

Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
France

Spartacist Group India/Lanka

Ecrire à Spartacist,
New York

Dublin Spartacist Youth Group

PO Box 2944, Dublin 1
République d'Irlande

Lega Trotskista d'Italia

Walter Fidacaro
C.P. 1591
20101 Milano, Italie

Spartacist Group Japan

Spartacist Group Japan
PO Box 18
Chitose-Yubinkyoku
Setagaya-ku, Tokyo 156
Japan

Grupo Espartaquista de México

P. Linares
Apdo. Postal 453
06002 México 1, D.F.
Mexique

Spartakusowska Grupa Polski

Platforma spartakusowców
SKR 741
50-950 Wroclaw 2, Pologne

Spartacist League/US

Spartacist League
Box 1377 GPO
New York, NY 10116, USA

Campagne terroriste contre l'IVG

En l'espace d'un mois, quatre services d'IVG dans des hôpitaux ou cliniques à Paris, Lyon, Tournon et Bordeaux ont été la cible de commandos anti-avortement. En un an, c'est presque une vingtaine de ces centres qui ont été l'objet d'opérations identiques.

Ces opérations, revendiquées la plupart du temps par un communiqué signé « Sauvetage », se déroulent toujours selon le même scénario inspiré du mouvement ultra-réactionnaire « Rescue » aux USA : occupation des locaux par une trentaine d'individus, blocage du standard, cantiques, prières, discours hystériques sur l'« assassinat des innocents » pour tenter de culpabiliser et d'intimider les femmes venues se faire avorter, refoulement du personnel médical à l'extérieur, mais aussi stérilisation des blocs opératoires

Avortement libre et gratuit pour toutes, y compris mineures et «immigrées» !

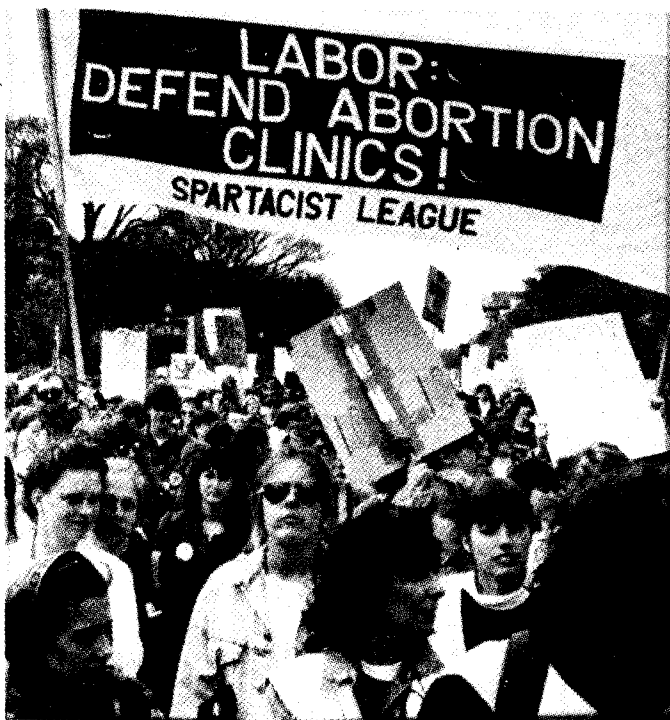
passant par l'Allemagne, partout les attaques contre l'avortement sont le fer de lance des réactionnaires, dont les voiles sont gonflées par la poussée de la contre-révolution capitaliste et la campagne, peut-être trop tôt triomphaliste, sur la « mort du communisme ». Que la France de Mitterrand offre un terrain de prédilection à ces attaques n'est pas un hasard. En dix ans de règne, ce gouvernement s'est attaqué, avec la complicité des directions réformistes de la classe

par la grève des infirmières de 1988, les services d'IVG sont les premières victimes des réductions drastiques de budget, un phénomène renforcé par la décentralisation qui met leur fonctionnement à la merci des élus régionaux. Une enquête du Mouvement du planning familial, réalisée en 1989 sur 25 départements, note par exemple que dans la plupart des services hospitaliers une demande d'intervention est refusée à huit semaines à cause de l'encombrement du service, ou

contraception ferment leurs portes faute de moyens, alors qu'aujourd'hui à peine 50 % de femmes en France utilisent un moyen de contraception et que la publicité pour les moyens contraceptifs et les possibilités d'avortement est toujours interdite par la loi ! Il faut exiger l'abolition de la loi Veil ! Avortement et contraception libres et gratuits pour toutes, y compris mineures et «immigrées» ! Cette lutte pour défendre le droit légitime d'avorter librement et sans danger pour la santé doit être prise en charge par la classe ouvrière de ce pays dans le cadre d'une lutte plus large pour un système de santé de qualité et gratuit pour tous !

Au cœur de ce droit pour l'avortement libre et gratuit réside la question cruciale de l'égalité sociale des femmes. Les réactionnaires de tout poil qui luttent contre ce droit le font au nom des «valeurs de la famille», ces mêmes «valeurs» qui considèrent comme une mère indigne une femme qui pour travailler amène son enfant à la crèche. Cette racaille sert de couverture idéologique à la bourgeoisie dont la domination s'appuie sur la famille nucléaire, cadre principal de l'oppression des femmes, nécessaire pour élever une nouvelle génération de prolétaires, mais aussi berceau du conservatisme social. C'est pourquoi dans le cadre de la domination capitaliste ce droit, arraché grâce à des luttes acharnées, ne sera jamais acquis définitivement, comme en témoigne aujourd'hui le recul dramatique pour les femmes américaines qui se voient contester dans presque tout le pays ce droit acquis en 1973.

La lutte pour la libération des femmes est inséparable du combat pour l'émancipation de la classe ouvrière, débarrassée des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. Le mouvement féministe bourgeois et petit-bourgeois qui a en grande mesure soutenu Mitterrand est désarmé. Sous la direction d'un parti d'avant-garde, multiracial, tribun de tous les opprimés, la classe ouvrière de ce pays doit prendre le pouvoir et établir un gouvernement ouvrier qui pourra ouvrir la voie à une nouvelle société où la production pourra subvenir aux besoins de tous, débarrassée de la logique du profit pour quelques-uns - une société d'abondance où les femmes pourront participer pleinement à la vie sociale et politique, et où de nouveaux types de rapports véritablement humains reléguent la famille bourgeoise au musée des antiquités, à côté de l'Etat, du rouet et de la hache de bronze. Seule une révolution socialiste internationale ouvrira un futur décent à nos enfants. ■



Workers Vanguard



Le Bolchévik

Ci-dessus : cortège de la LTF à Rouen, dans la manifestation du 14 octobre 1982, contre le refus du gouvernement de rembourser l'avortement. Ci-contre : «le mouvement ouvrier doit défendre les cliniques d'avortement», un des mots d'ordre du cortège de nos camarades de la Spartacist League/US à la manifestation du 9 avril 1989 à Washington pour défendre le droit à l'avortement.

et des instruments médicaux, ce qui empêche effectivement qu'aucune intervention ne soit faite et qui peut mettre en danger certaines femmes pour lesquelles il est urgent de procéder à une intervention. Certes, cette campagne n'a pas encore pris l'ampleur atteinte aux USA, où les terroristes « pro-vie » font exploser des bombes et incendient les cliniques d'avortement. Mais c'est bien la même sinistre menace qui pèse sur ce droit arraché en 1975, après plusieurs années de luttes acharnées dans la foulée de 1968, et qui a permis, même de façon limitée par la loi Veil, que des milliers de femmes chaque année ne risquent plus leur vie ou des blessures psychologiques et des infirmités physiques ineffaçables en recourant aux avortements clandestins. L'impunité dont jouissent pour le moment ces partisans fanatiques de l'oppression des femmes les renforce et cette croisade pourrait bien devenir l'étendard de ralliement de tous les réactionnaires de ce pays, où la principale force obscurantiste qu'est l'Eglise catholique pèse encore de tout son poids. Ainsi, le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon se prononçant pêle-mêle, dans une émission de radio, pour la guerre contre l'Irak et pour la restriction du droit d'asile, ne déclarait-il pas à propos des attaques de cliniques d'avortement que « dans ce domaine, je comprends l'excès. L'avortement est une question extrêmement grave pour moi » ! (Le Monde, 25 décembre 1990) Ces attaques contre un droit légitime et démocratique pour les femmes est une attaque contre tous ! Il faut écraser dans l'œuf ces terroristes par des mobilisations musclées et déterminées des organisations de la classe ouvrière pour défendre les cliniques d'avortement !

Des Etats-Unis à la Pologne en

ouvrière, à toutes les couches opprimées de la population, ouvriers, jeunes, «immigrés», femmes. Les corbeaux fanatiques qui s'en prennent aujourd'hui aux droits des femmes savent que ce gouvernement, qui a été de capitulation en capitulation devant la réaction, peut y compris dans ce domaine précis leur apporter un soutien direct. Bérégovoy s'était déjà déclaré en 1982 hostile au remboursement de l'IVG et c'est à une véritable provocation anti-femmes que s'est livré le gouvernement Rocard en nommant en octobre dernier au Ministère de la Santé, Durieux, un adversaire déclaré de la pilule RU-486, du droit à l'avortement, mais par contre partisan de la peine de mort ! On ne peut attendre que le pire de cette scandaleuse nomination quand on se souvient des tergiversations de ce même gouvernement en 1988 sur la légalisation et la commercialisation de la pilule RU-486, ce progrès technologique qui ouvrirait aux femmes de nouvelles perspectives pour éviter les traumatismes et la souffrance de l'interruption d'une grossesse non désirée, tergiversations qui ont finalement mené à un emploi restrictif de ce produit dans le cadre de la loi Veil. De la même façon, les gouvernements Mitterrand ont plié et continuent à plier devant les interdits de l'Eglise contre le préservatif et confinent criminellement à la quasi-clandestinité les campagnes d'information sur le SIDA. La hiérarchie catholique n'est pas loin de voir, à l'instar de sa branche intégriste, le SIDA comme une punition de dieu contre les homosexuels et les fornicateurs.

Les attaques gouvernementales contre les dépenses de santé minent également sérieusement l'exercice du droit d'avorter. Dans le cadre général du délabrement des services hospitaliers, révélé crûment

encore que dans certains hôpitaux on n'accepte plus les femmes à leur troisième avortement. La conséquence de ce scandaleux manque de moyens, mais aussi des limitations imposées par la loi Veil qui rend illégal l'avortement au-delà de la dixième semaine, est qu'en 1989 2973 femmes ont dû aller se faire avorter en Angleterre. Quant à celles qui n'en ont pas eu les moyens, ainsi que les mineures et les «immigrées» auxquelles la loi Veil interdit le recours à l'avortement légal, elles sont condamnées aux avortements clandestins, où elles risquent leur vie, ou à l'enfer d'une grossesse non désirée pour elles-mêmes et de ses conséquences pour leur futur enfant. Parallèlement, de nombreux centres de planning familial chargés de l'information sur la

Women and Revolution
(n° 38, hiver 1990-91)

Vient de paraître !

Journal de la
commission femmes
de la
Spartacist League/U.S.

Abonnez-vous !
3 numéros
pour 15 francs

Ecrire au
Bolchévik :
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

NOVEMBER 1991

Women and Revolution

Journal of the Women's Commission of the Spartacist League

Culture, Class and Censorship
Forbidden Art

SEE PAGE SEVENTEEN

Smash Attacks on Abortion Rights!

German "Fatherland" Against Women	8	Mexico: Women's Rights Activists	27
Polish Spartacists Oppose	13	Face Torture, Jail	27
Stalinist Clerical Reaction	13	Defeat Irish Students Fighting Abortion Ban	31
Down with Anti-Porn Law in Mexico!	25	Report from India	32
Dublin Spartacist Youth Group	29	USA: "Fatal Protection" Fraud	32
Founded	39	Break the Blockade of Iraq!	40

Stop Persecution of Hypocrites page 2

XIII^e congrès mondial du SU

Liquidation et contre-révolution

29 décembre 1990 - Les « débats » préparatoires au XIII^e congrès mondial du Secrétariat « unifié » (SU) ont de quoi désespérer quiconque dans cette organisation voudrait, encore, lutter pour construire une internationale révolutionnaire sur la base du programme léniniste-trotskyiste. Opportunisme effréné, paralysie, désarroi, morcellement fédéraliste, déliquescence du centre international, menace de nouvelles scissions dévastatrices - cette prétendue « Quatrième Internationale » du professeur Mandel et de son frère ennemi Matti est ébranlée par une crise aiguë, une fois de plus.

L'effondrement final des régimes staliens excite dangereusement les appétits des impérialistes partout dans le monde - du Golfe jusqu'à l'URSS -, mais il donne aussi aux trotskystes authentiques une occasion extraordinaire de gagner à leur drapeau, et tout particulièrement en URSS et dans les Etats ouvriers déformés, des militants qui se veulent vraiment des communistes. C'est dans cette perspective que, en mai 1989, nous avons fondé la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Mais qu'a à proposer le SU aujourd'hui? Déjà plus que pourri par ses dix ans de suivisme de l'anticommunisme de guerre froide, le SU ne peut qu'offrir de soutenir ouvertement (avec Matti et Socialist Action) la contre-révolution capitaliste dans les Etats ouvriers ou (avec Mandel) de s'enfoncer plus profondément encore dans la voie du rejet traître de la nécessité d'un parti d'avant-garde. La peste ou le choléra. Puisque le SU cherche à faire passer sa dangereuse camelote frelatée en URSS, son révisionnisme est une question importante sur laquelle les révolutionnaires se doivent de polémiquer.

La direction mandélienne, dès qu'elle voit pointer à l'horizon une « fusion » avec un quelconque groupe social-démocrate un peu significatif, envoie *ad patres* ses sections. La LCR ne doit d'être - encore - en vie qu'à Juquin qui a fait misérablement capoter ce que Mandel et Krivine espéraient être, il y a deux ans, la « grosse occasion » de la décennie. Krivine avait pourtant offert en gage son étiquette « trotskyste » ; mais cela ne suffisait pas à rassurer l'anticommuniste Juquin qui a finalement congédié la LCR pour faute grave : « sectarisme léniniste »... L'Histoire a parfois de ces ironies!

Mais désormais il s'agit de ne même plus construire « inconsidérément » de nouvelles sections. Cette politique, jusque-là réservée à Cuba et au Nicaragua (et à laquelle avant déjà les trotskystes chinois et vietnamiens avaient été allégrement sacrifiés), est généralisée. Ségur s'en explique sans détour : « Une chose est d'aider des camarades qui se tourmentent vers l'Inter ou s'en réclament, à travailler, intervenir, définir une orientation et un projet pour leur pays ; autre chose est de proclamer une section qui peut devenir un obstacle » (Bulletin de débat n° 2, décembre 1990). Un obstacle, le mot est lâché! Il ne faut donc pas effrayer le « gros gibier » avec des organisations du SU, qui sentiraient encore trop le « trotskysme » et le « léninisme ». On imagine facilement la dose d'anticommunisme des « alliés » que se cherchent à nouveau les mandéliens!

La réponse de la « majorité » mandélienne à l'effondrement du stalinisme est de pousser plus loin encore la logique liquidatrice du pablisme. Ce courant révisionniste et traître, que son impressionnisme congénital fait flotter au gré

des pressions, provoqua dans les années 50, sous la houlette de Pablo et Mandel, une scission dans la Quatrième Internationale, avec pour conséquence sa destruction en tant que parti mondial de la révolution. La tendance Pablo-Mandel entreprit alors l'immersion (connue sous le nom d'« entrisme sui generis ») dans les partis réformistes de masse. Nous

cette organisation appelait à un gouvernement 100 % Solidarność (Rouge n° 1365, 31 août-6 septembre 1989)!

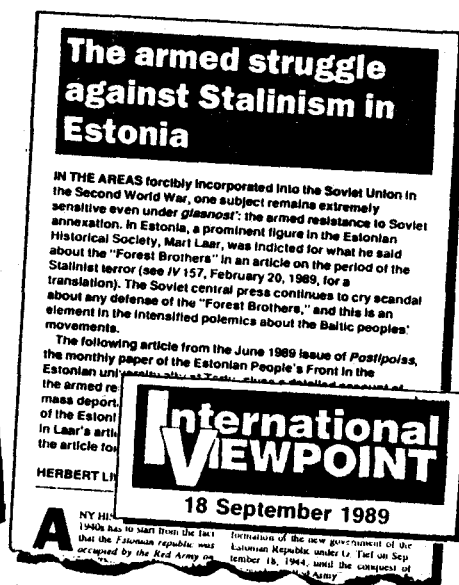
Aucune fraction actuelle ne remet en cause cette politique. La fraction Grisolia critique l'adaptation à la « direction opportuniste » de Solidarność (BDI n° 7, novembre 1990), mais c'est pour camoufler le fait central que Solidarność était et

s'il implique restauration capitaliste » (Bulletin de débat n° 1, novembre 1990)? Voilà ce qu'il en est dans les faits des prétentions des diverses fractions du SU à « défendre les acquis sociaux »! Quelle fraction s'est d'ailleurs levée contre la répugnante publication dans *International Viewpoint* (18 septembre 1989) de cet article faisant l'apologie des « Frères de la Forêt », ces Estoniens pro-nazis qui pendant la Deuxième Guerre mondiale combattaient les Soviétiques? Depuis l'Afghanistan, l'« autodétermination nationale » est devenue pour le SU une couverture à son antisoviétisme.

Aussi bien la « majorité » que ses opposants couvrent leur suivisme de la contre-révolution qui s'avance sous le pavillon nationaliste par la soi-disant revendication de Trotsky d'une Ukraine indépendante - une grossière falsification qui escamote le caractère de classe de la revendication qu'il avançait : « Pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne unie, libre et indépendante ! » (« La question ukrainienne », *Oeuvres*, tome 21, p. 128). Nous sommes pour la réorganisation démocratique de l'URSS et le droit, pour toute nationalité dirigée par des forces anti-contre-révolutionnaires, à s'en retirer comme elle l'entend. Comme Trotsky, nous subordonnons le droit démocratique à l'autodétermination nationale aux questions de classe, et notamment à la défense de la propriété collectivisée. Comme l'écrivit Lénine en 1918, « aucun marxiste ne saurait nier, sans rompre avec les principes fondamentaux du marxisme et du socialisme en général, que l'intérêt du socialisme passe avant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (« Contribution à l'histoire d'une paix malheureuse », *Oeuvres*, tome 26, p. 472). Là aussi, le SU a rompu avec les principes fondamentaux du marxisme.

Mais dans le même temps, le SU, qui ne voudrait pas rater la moindre chose un peu en vogue, magouille en URSS avec cette intelligentsia qui se réclame de l'autogestion teintée plus ou moins de « marxisme ». Ces gens veulent, comme le déclarait le nouveau chouchou du SU Kagarlitsky (*Inprecor* n° 276, 14 novembre 1988), « être loyaux envers l'expérience Gorbatchev pour autant qu'elle reste progressiste » et jugent que « la direction Gorbatchev est aujourd'hui, pour nous, la meilleure version possible ». Le même explique que « la réforme de marché du gouvernement va stimuler les travailleurs, et c'est très positif » (*Inprecor* n° 304, 9-22 mars 1990) - en bref, la discipline du

Suite page 11



Du soutien au « syndicat » contre-révolutionnaire en Pologne à l'apologie des collaborateurs pro-nazis en Estonie.

nous réclamons de la tendance du Comité international qui se battit contre la liquidation pablisme et dont le dirigeant américain, James P. Cannon, était le représentant qui avait le plus d'autorité au niveau international.

Depuis, toujours pour faire l'économie d'un combat sur son programme formel (le Programme de Transition), Mandel et Cie sont à la recherche systématique de forces soi-disant capables de faire office de parti révolutionnaire : étudiants, guérillistes divers, nationalistes petits-bourgeois, staliens « combattifs », « nouvelles avant-gardes » en tous genres, etc. Et même Khomeiny!

Le rejet pablisme du parti d'avant-garde exprime fondamentalement le désespoir dans les capacités révolutionnaires et la conscience du prolétariat, et en particulier en URSS. A la fin des années 70, sous la pression de la nouvelle guerre froide antisoviétique, ce désespoir a conduit le SU à se raccrocher à tout ce qui luttait contre la bureaucratie dans les Etats ouvriers ; le SU fit alors sienne la démonologie stalinophobe des lambertistes, expliquant que la bureaucratie stalinienne (qui est en fait une caste nationaliste et conservatrice, essentiellement petite-bourgeoise, hautement contradictoire et instable) était « contre-révolutionnaire jusqu'au bout », la force principale de la restauration capitaliste et l'ennemi n° 1. Ce faisant, il franchissait le Rubicon et, comme en Afghanistan et en Pologne, il suivait dans le camp de l'impérialisme les sociaux-démocrates.

Le congrès mondial ne votera pas de texte sur la Pologne - qui a pourtant représenté l'axe de l'intervention du SU dans la dernière décennie. Bel exemple de démocratie interne! Un militant qui voudrait demander des comptes sur la politique suivie par le SU en Pologne devra se contenter du lamentable règlement de comptes qui fait office de débat dans les derniers BI. En fait, de l'absence de section du SU à l'escroquerie du POR-S en passant par l'exclusion du PPS-RD des partisans polonais du SU, il y a un fil conducteur : le soutien criminel à Solidarność. Et il y a un an encore,

est contre-révolutionnaire. Dès le départ, nous seuls avons dénoncé son programme de restauration capitaliste aujourd'hui à l'œuvre. Comme le dit l'accord de travail commun entre la LCI et l'Organisation RML de Pologne (aujourd'hui Groupe spartaciste de Pologne) : « A l'époque, la tendance spartaciste internationale (TSI, aujourd'hui LCI) appela à "stopper la contre-révolution de Solidarność" et soutint le coup d'Etat préventif de Jaruzelski, tout en combattant pour une révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie parasitaire. Le RML [Mouvement de la jeune gauche] est en accord avec cette position. Ces événements furent un test décisif pour tous ceux qui se veulent révolutionnaires » (le *Bolchévick* n° 106, novembre 1990). Cela reste aussi un test pour une opposition qui, dans le SU, se voudrait trotskyste : Pour la révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie! Pour la défense militaire des Etats ouvriers déformés et dégénéré contre l'impérialisme et la contre-révolution interne! Pour des partis trotskystes dans chaque pays!

Non seulement le SU ne fait pas la moindre autocritique sur sa trahison, mais il parle même d'un « Solidarność soviétique » (BDI n° 1, novembre 1989). Depuis des décennies les stratèges impérialistes rêvent de provoquer un éclatement de l'URSS en soutenant les mouvements nationalistes réactionnaires. Aujourd'hui, le SU salue aussi bien les nationalistes ukrainiens du Rukh que les divers mouvements nationalistes baltes - qui luttent pour la restauration capitaliste! Le débat sur la question nationale en URSS agite le SU, mais ce n'est que sur le degré de la capitulation. Quelle divergence réelle entre Matti qui soutient tout mouvement de masse nationaliste « même si le mouvement était dirigé par des forces qui veulent la restauration du capitalisme, l'intégration à la communauté européenne, etc., et qui sont vigoureusement soutenues par l'impérialisme » (BDI n° 2, mai 1989) et la mandélienne Verla qui, après moult tergiversations, se déclare finalement « inconditionnellement pour le droit d'autodétermination même

Meeting de la Ligue trotskyste

Perspectives ouvertes à la LCI par l'effondrement du stalinisme

PARIS
le vendredi 8 mars à 19 H
LSC, 69 ter, rue de la Chapelle
Métro : Porte de la Chapelle

L'ANC et le Parti communiste cherchent à ravalier l'apartheid

L'Afrique du Sud et la révolution permanente

Neuf mois après la libération de Nelson Mandela, le dirigeant de l'African National Congress (ANC), des prisons de l'apartheid, l'Afrique du Sud se trouve à un tournant décisif. Les médias impérialistes parlent de « partage du pouvoir » entre le régime de la minorité blanche que dirige le premier ministre du Parti national F.W. De Klerk et l'ANC en tant que direction des populations opprimées noire, métisse et indienne qui représentent plus des six septièmes des habitants du pays. Le magazine anglais *The Economist* du 3 novembre dernier publiait un dossier spécial sur l'Afrique du Sud intitulé « Après l'apartheid ». Mais même si le nom change, ce dont on parle c'est de réformer et de rendre plus « présentable » le système raciste. Pendant que les commissions constitutionnel-

Première partie

les délibèrent, dans les townships noirs et les usines la colère gronde contre la répression meurtrière de l'apartheid, et on fait de moins en moins confiance aux dirigeants de l'ANC, accusés de se laisser mener en bateau par les belles paroles de De Klerk. Où est la liberté, se demandait-on alors que la mort frappe chaque jour davantage.

On ne pourra pas mettre fin au système d'esclavage de l'apartheid à moins d'une révolution socialiste. La surexploitation des travailleurs noirs est le soubassement sur lequel a été construit le capitalisme sud-africain, et avec lui tout l'édifice de la domination blanche. Quoi que ce soit qui s'approche même du minimum de la démocratie *bourgeoise* (comme « un homme, une voix ») est incompatible avec le maintien de ce système social. Quand elles luttent pour la terre qu'on leur a volée, pour les mines et les usines qui produisent d'énormes richesses à partir de leur labeur, les masses noires sud-africaines perçoivent ce fait fondamental. Mais tandis que l'heure décisive approche, les dirigeants de l'ANC et du Parti communiste sud-africain constituent le principal obstacle à la libération des Noirs, eux qui enchaînent les populations opprimées aux maîtres de l'apartheid au nom d'une alliance de « front populaire » avec De

**Ecrasez l'apartheid !
Les ouvriers au pouvoir !**



Matlala/COSATU

Octobre dernier - Des militants syndicaux manifestent pour la Charte ouvrière. Le prolétariat noir doit se battre pour son propre pouvoir de classe !

Klerk et les capitalistes « verligte » (éclairés). Et aujourd'hui, il semble que pratiquement toutes les organisations de gauche et anti-apartheid se sont rangées derrière cette entreprise de trahison.

L'Afrique du Sud a désespérément

besoin d'une direction révolutionnaire qui puisse prendre la tête des masses opprimées dans les usines, les townships et les bantoustans, en forgeant des organes de double pouvoir dans la lutte pour un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs.

« Les gens pensaient que la libération de Mandela était synonyme de liberté. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé », explique Lulamile Jijiyasi, un organisateur du combatif South African Youth Congress dans la province d'Eastern Cape. En septembre dernier, alors que des nappes de gaz lacrymogènes flottaient sur la township de Sebokeng, dans le Vaal Reef, où les soldats avaient ouvert le feu et tué 36 jeunes Noirs, un combattant de la lutte anti-apartheid soupirait : « Je vous le dis, ce n'est pas une vie. Ce n'est pas ce que nous espérons il y a quelques mois. » En mars, quand les flics avaient massacré des manifestants à Sebokeng, Mandela avait (temporairement) annulé une rencontre avec De Klerk. Cette fois-ci, le dirigeant de l'ANC a rencontré le ministre « de la

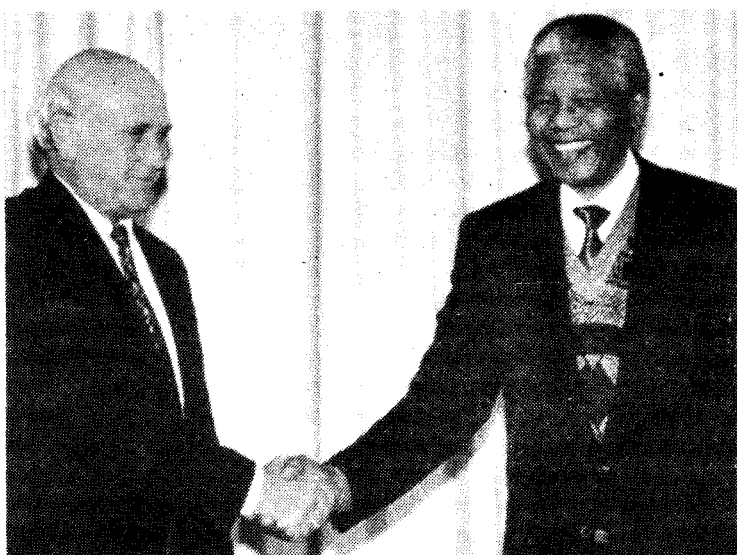
loi et de l'ordre », et déclaré ensuite que leur entretien avait été « extrêmement fructueux ».

Alors qu'une sombre vague de terreur s'abattait sur le Transvaal, avec plus de 500 morts en deux semaines pendant le mois d'août, Mandela « adjurait le gouvernement d'utiliser toute la force de son appareil de sécurité pour mettre fin à la violence » (*Johannesburg Star*, 12 septembre 1990). « Mandela veut une main de fer. Nous allons donner une main de fer », déclarait le général de division Gerrit Erasmus, chef de la police dans le Witwatersrand. L'« Opération main de fer » a imposé une loi martiale de fait dans 27 townships, entourées de barbelés et soumises à une occupation policière brutale. Après avoir fait donner la police, De Klerk partit pour Washington où il prit la pose aux côtés de George Bush et fit une déclaration obscène de « solidarité » avec le « rêve » de Martin Luther King.

En mai dernier, l'ANC et le gouvernement du Parti national avaient des « discussions sur les discussions » à Groote Schuur. En août, Mandela signait avec De Klerk la « déclaration de Pretoria », s'engageant à abandonner la lutte armée en échange de la libération des prisonniers politiques. C'était une « paix » unilatérale : les townships ont subi les meurtrières et mystérieuses « guerres du Reef », où les terroristes de l'Inkatha (le mouvement du satrape du bantoustan du KwaZulu, Mangosuthu Buthelezi) et leurs protecteurs de la police ont agi en toute impunité. Quant aux prisonniers politiques, le gouvernement prétend qu'ils sont en tout 40 ou 50, alors que les familles de plus de 3 000 combattants anti-apartheid emprisonnés attendent toujours leur libération.

Pendant ce temps, afin de rassurer les dirigeants capitalistes, l'ANC est revenu sur sa vieille revendication de nationalisation des mines d'or et de diamant — le cœur de l'économie sud-africaine. Mais c'est encore insuffisant pour les capitalistes. *L'Economist* se plaint de ce que « les mineurs assistent aux réunions syndicales en uniforme militaire, armés d'imitations d'AK-47 [...]. La production est perturbée par des débrayages qui n'ont rien à voir avec des revendications salariales et tout à voir avec « la lutte ». » Le Parti communiste (SACP) inquiète la bourgeoisie. Mais afin de montrer leur engagement en faveur d'un Etat capitaliste de l'« après-apartheid », l'ANC, le SACP et leurs alliés dans la fédération syndicale COSATU (Congress of South African Trade Unions) ont dénoncé des grèves avec occupation combatives, sacrifiant ainsi des centaines de syndicalistes et s'engageant à protéger les profits des entreprises.

Dans ses premiers discours après sa libération de la prison de Pollsmoor, en février dernier, Mandela avait réaffirmé l'engagement de l'ANC dans la « lutte armée » et l'alliance avec le SACP. Nous écrivions alors : « Le lendemain matin, c'était la consternation dans les états-majors des grandes sociétés lorsque Mandela a réaffirmé l'appel de l'ANC pour



Peters/Sipa

7 décembre dernier — Le dirigeant de l'apartheid De Klerk accueille Nelson Mandela. L'ANC promet d'arrêter la « lutte armée » et de laisser l'or et le diamant aux Randlords.



Peter Magubane

A gauche : les nervis de l'Inkatha ont lancé une campagne de terreur. A droite : des Xhosas assassinent un homme «suspect d'être zoulou». Pour des milices de défense intégrées pour arrêter la guerre intercommunautaire attisée par les dirigeants de l'apartheid !



Guardian (Londres)

la nationalisation des mines. Le marché de l'or de Johannesburg a plongé en chute libre » (le Bolchévik n° 100, mars 1990). L'ANC s'est depuis longtemps prononcé pour une « économie mixte » et une forme ou une autre de règlement négocié avec le régime de la domination blanche. La fameuse formule de la « charte de la liberté » de 1955 comme quoi « la richesse minérale souterraine [...] sera transférée à la propriété du peuple tout entier », était volontairement imprécise. Les banquiers et les industriels de Johannesburg veulent que l'ANC prenne des engagements clairs.

En mai, lors d'une réunion de capitalistes verligte organisée par Gavin Relly, le magnat du conglomérat minier Anglo-American, Mandela révéla « un secret » : « la conception comme quoi les seuls mots du vocabulaire économique que connaisse l'ANC sont nationalisation et redistribution est erronée. » En septembre, Mandela déclarait au *Financial Mail* qu'il n'avait « jamais préconisé aucunement le socialisme » et qu'il était pour « la floraison du capitalisme parmi les Africains ». Et début octobre, l'ANC publiait une déclaration révisant sa politique économique, où l'on pouvait lire que seules les industries appartenant à l'Etat, comme les services publics que le gouvernement essaie de privatiser, « feront l'objet d'une renationalisation immédiate ».

Alors que les patrons se plaignent de la « chienlit » et que le pays tangué de façon chaotique, les syndicats noirs et les organisations anti-apartheid sont en crise, traversés de violents débats internes sur « quelle voie suivre ». Dans les pages de *Weekly Mail*, *Work in Progress*, *South African Labour Bulletin* et même de l'*African Communist* du SACP, de nombreux articles et lettres de lecteurs abordent la question clé de stalinisme contre trotskysme. Ce n'est pas un débat abstrait : la question, c'est réforme ou révolution, et les enjeux sont énormes. Alors que dans toute l'Europe de l'Est, les régimes stalinien s'effondrent sous le poids de leurs propres contradictions et face à l'offensive impérialiste, les masses sud-africaines, comme nous l'avons déjà souligné, ne croient pas à la « mort du communisme ». Mais le stalinisme à l'agonie, dans un dernier sursaut, cherche à tenir en Afrique du Sud assez longtemps pour trahir encore une révolution de plus pour le compte de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, l'Afrique du Sud exprime la quintessence du programme de révolution permanente de Trotsky, qui affirme que les revendications démocratiques les plus élémentaires – « un homme, une voix », la terre à ceux qui la travaillent, la fin de l'oppression esclavagiste dans les complexes miniers et les bantoustans – ne pourront être satisfaites qu'avec l'arrivée au pouvoir de la classe ouvrière. Jamais auparavant la classe ouvrière noire combattive n'a été mieux organisée. Pourtant, les stalinien du Parti communiste sud-africain, fidèles à leur rôle historique, essaient de maintenir cette lutte dans les limites d'un Etat capitaliste « national-démocratique ». La tâche urgente est de forger un parti trotskyste capable d'être la direction de la lutte pour la révolution ouvrière.

L'abandon par l'ANC de la « lutte armée » a été le signal du déclenchement par des forces réactionnaires d'une orgie de tueries. Ces meurtres effroyables ont jusqu'ici coûté la vie à plus de mille personnes, et se poursuivent de façon sporadique. La presse occidentale s'efforce de n'y voir que le produit de « vieux antagonismes tribaux » entre Zoulous et Xhosas, en insistant complaisamment sur la sauvagerie des tueries, tandis que les libéraux



Dhladhla/AFP

La « main occulte » de l'Etat derrière le massacre du train Johannesburg-Soweto, le 13 septembre dernier.

parlent avec euphémisme de « conflits interethniques » et déplorent « la violence entre Noirs ». Mais ces massacres ont pour origine une campagne de terreur déclenchée par l'Inkatha de Buthelezi, dont les bandes de nervis ont assassiné au cours des cinq dernières années plus de 4000 personnes dans la province du Natal, et ont maintenant étendu leur champ d'action au Vaal Reef. Dans le but de faire échouer ou du moins d'infléchir les négociations entre l'ANC et le gouvernement, divers éléments du régime de l'apartheid et ses fantoches ont réuni leurs efforts pour provoquer une guerre tribale. Dans une certaine mesure, ils y ont réussi.

Derrière la « guerre du Reef »

La théorie des « violences intertribales » qui se perdrait dans la nuit des temps est démentie par le fait qu'au Natal la terreur oppose les Zoulous des *impis* (escouades) de l'Inkatha à d'autres Zoulous, qui soutiennent l'United Democratic Front (UDF) pro-ANC. De plus, dans son récent ouvrage sur les Xhosas, *The Dead Will Arise*, le professeur Jeff Peires, responsable du Département d'histoire de l'Université du Transkei, note qu'on ne connaît qu'un seul affrontement entre Zoulous et Xhosas, en 1827 – affrontement qui ne fut qu'une escarmouche mineure après laquelle les Xhosas firent acte d'allégeance au roi zoulou Shaka. Les tensions bien réelles que connaît aujourd'hui l'Afrique du Sud sont

Javantage le produit des manigances de l'apartheid qui, afin de « diviser pour régner », a réparti autoritairement la population africaine noire dans une myriade de bantoustans, et utilise délibérément, pour travailler dans les mines et dans d'autres industries clés, des travailleurs immigrés parqués dans des foyers d'où les femmes sont bannies.

La terreur a de bien étranges particularités. Par exemple, elle a commencé exactement un jour après la signature de la « déclaration de Pretoria », le 6 août dernier. Ou encore l'apparente incapacité dont fait preuve l'énorme appareil de renseignements sud-africains quand il s'agit d'en identifier les auteurs. Dans un discours prononcé le 26 septembre à l'Université d'Howard, Cyril Ramaphosa, le dirigeant du syndicat des mineurs noirs, faisait remarquer qu'en deux mois de terreur réactionnaire dans le Transvaal, la police avait procédé exactement à une arrestation. Et c'était quand un groupe de défense d'une township avait attrapé un terroriste de l'Inkatha pris en train d'incendier une maison à Soweto, et l'avait remis aux flics.

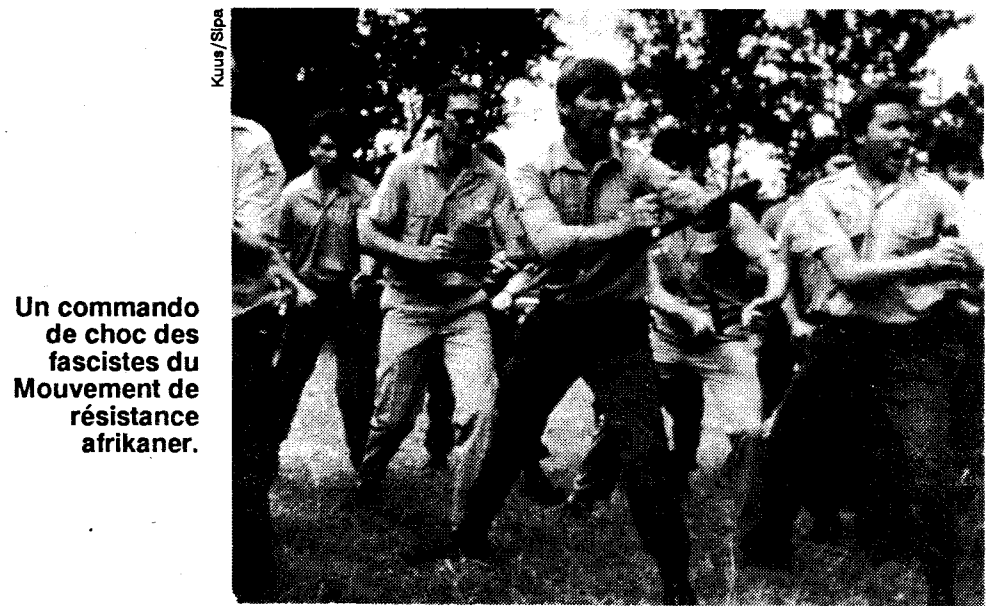
Dans le *Washington Post* du 22 septembre dernier, le journaliste Allister Sparks a décrit la précision militaire du forfait le plus effrayant perpétré à ce jour, le massacre des passagers d'un train de banlieue qui assurait le trajet Johannesburg-Soweto à une heure de pointe, le 13 septembre. Des assaillants masqués étaient montés à une gare de Johannesburg, mais avaient attendu l'arrêt suivant pour agir, quand le train devenu semi-direct passait sans s'arrêter devant deux gares, ce qui leur donnait dix minutes pour perpétrer leur sanglante attaque : « Ils passaient dans les voitures, attaquaient les passagers à coups d'armes à feu et d'armes blanches, jetaient par les portières des dizaines d'entre eux qui se fracassaient bras et jambes en dévalant les flancs raides des talus. A la gare de Benrose, une autre équipe attendait sur les quais. Quand les portières s'ouvrirent et que les passagers en proie à une folle panique se précipitèrent au dehors, cette deuxième équipe passa à l'attaque, ouvrant le feu et sabrant encore d'autres personnes à coups de longue machette. En tout, 26 personnes furent tuées, et plus d'une centaine d'autres blessées. Pendant toute la

durée du carnage, aucun des assaillants ne prononça un seul mot, ce qui amène à se demander s'ils étaient bien sud-africains. »

Sparks cite des informations selon lesquelles certaines escouades de l'Inkatha ont été entraînées avec des mercenaires mozambicains de la « Renamo » dans des camps contrôlés par l'armée sud-africaine. Le magazine télévisé *South Africa Now* a évoqué des liens similaires dans une émission sur « La main occulte » derrière la violence, le 3 octobre dernier : « Une spécialité de la Renamo est d'attaquer des lignes de transport au Mozambique, tout à fait la façon dont ont été perpétrés des massacres similaires dans des trains de banlieue autour de Johannesburg. » Parmi les « doigts » de cette « main occulte », on trouve le Koevet, une unité de « contre-insurrection » utilisée par les Sud-Africains en Namibie ; les miliciens de l'Inkatha, et le tristement célèbre « Bureau de coopération civile » de l'armée. Une récente « enquête » gouvernementale sur cet office d'assassinat n'a trouvé aucune preuve de l'existence d'escadrons de la mort, bien qu'elle ait eu à sa disposition des aveux de membres de tels escadrons, blancs et noirs, qui décrivent les meurtres qu'ils ont perpétrés !

Dernièrement, la « droite blanche » fasciste a elle aussi intensifié son activité, et elle s'organise pour la guerre raciale. Le groupe le plus important, l'AWB (Mouvement de résistance afrikaner) d'Eugene TerreBlanche, dont l'emblème est inspiré de la croix gammée, recrute pour ses *Boerekommandos* paramilitaires. Au printemps dernier, des miliciens affiliés à l'AWB de Welkom, dans l'Etat libre d'Orange, ont déclenché une offensive meurtrière contre les Noirs dans les mines et une township voisine. Début juillet, à Johannesburg, une série d'attentats à la bombe a visé une synagogue, un journal afrikaans anti-apartheid et un terminal de bus fréquenté par les Noirs à une heure d'affluence. Ces attentats ont été revendiqués par un groupe terroriste pro-dominance blanche jusqu'ici inconnu. Et le journal *Weekly Mail* du 19 octobre rapporte qu'« au cours des dernières semaines, une série d'assassinats et de tentatives de meurtre d'activistes de l'African National Congress ont suscité des craintes

Suite page 10



Kusa/Sipa

Un commando de choc des fascistes du Mouvement de résistance afrikaner.

URSS...

Suite de la page 1

sa voix en Union soviétique. Le 7 novembre dernier, le drapeau rouge frappé de la faucille, du marteau et du « 4 » de la Quatrième Internationale de Trotsky était déployé sur la place du Palais de Leningrad, là où en 1917 eut lieu la prise du palais d'Hiver qui marqua la conquête du pouvoir par le prolétariat. A Moscou et à Leningrad, les manifestants s'arrachèrent près de 1400 exemplaires du *Bulletin Spartacist* n° 1 en russe (dont l'introduction est publiée dans *Spartacist* édition anglaise n° 45-46, hiver 1990-91). Plusieurs autres milliers d'exemplaires du *Bulletin Spartacist*, ainsi que d'autres publications en russe de la Ligue communiste internationale, circulent aujourd'hui en Union soviétique.

A Leningrad, des camarades de la LCI – travaillant avec un groupe de jeunes militants qui se considèrent trotskystes, étudient les œuvres de Trotsky et examinent les programmes des courants internationaux qui se réclament du trotskysme – ont constitué un cortège dans le défilé de l'anniversaire de la Révolution. Ils y ont distribué un tract (reproduit en page 9) qui se terminait par l'appel « Pour un parti trotskyste dans toute l'Union! », appel adressé à la « colonne rouge » à laquelle participaient des membres du Parti communiste et des soldats de l'Armée rouge. Les camarades du cortège trotskyste ont défilé et participé au rassemblement qui clôturait la manifestation avec des pancartes signées « *Spartacist/Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)* ». Leurs mots d'ordre montraient le chemin à prendre pour retourner à la voie de Lénine et Trotsky: « *Vive l'anniversaire de la révolution d'Octobre! Défendons les acquis de la révolution d'Octobre! A bas la restauration du capitalisme! Le pouvoir à des soviets de travailleurs!* »

Les forces « démocratiques » de la contre-révolution sanglante

Les conseils municipaux pro-Eltsine de Moscou et de Leningrad cherchèrent initialement à annuler et à saboter toute manifestation le jour anniversaire de la Révolution. Les semaines précédant le 7 novembre, Moscou bruissait de rumeurs de coup d'Etat répandues par les forces pro-capitalistes – un coup d'Etat militaire « conservateur » censé être réalisé sous couvert des préparatifs du défilé du 7 novembre. Le ministre de la Défense, Dimitri Iazov, dénonça avec véhémence ces rumeurs comme calomnieuses, et riposta aux accusations des « soi-disant démocrates »: « *Tout ceci est très utile à quelqu'un. Non seulement pour fragiliser l'armée, pour la calomnier. Mais, ce qui*



Reuters

L'URSS déchirée par les séparatismes : l'armée soviétique face aux nationalistes moldaves.

est plus important, pour préparer un genre de « coup d'Etat » [...]» (*New York Times*, 1^{er} octobre 1990).

Gorbatchev a imposé la célébration du 7 novembre aux partisans de Eltsine, mais a essayé de limiter les manifestations aux seuls défilés militaires. Les médias de Moscou ont appelé les gens à rester chez eux. Mais face aux mobilisations contre-révolutionnaires, les dirigeants du PCUS, au dernier moment, ont lancé à la télévision un appel à la population, lui demandant de venir manifester son soutien à Octobre. A Moscou, cent mille personnes ont défilé lors des cérémonies officielles, où une banderole proclamait: « *L'anticommuniste Gorbatchev hors du PCUS.* » On pouvait également lire sur des pancartes « *Bas les pattes devant Lénine!* » et « *Non au marché du travail!* » Au même moment, dans une manifestation de 10 000 réactionnaires (abondamment « couverte » par les médias occidentaux), un prêtre orthodoxe faisait prier pour les « victimes du communisme ». Eltsine, après un bref passage aux côtés de Gorbatchev à la tribune sur le mausolée de Lénine, s'empressa de rejoindre, de l'autre côté du Kremlin, la contre-manifestation réactionnaire où il fut vivement acclamé.

A Leningrad, après que les « colonnes rouges » eurent défilé sur la perspective Nevsky jusqu'à la place du Palais, il y eut une seconde manifestation, celle des « colonnes démocratiques » dont le principal mot d'ordre était: « *Le 7 novembre est un jour de tragédie nationale.* » Le caractère de ces « forces démocratiques » a été pleinement dévoilé par le fait qu'à leur tête marchaient des cortèges de l'organisation fasciste Pamiat et d'autres groupes d'extrême droite, suivis par le « Front populaire » et l'« Union démocratique ». A Kiev, des étudiants nation-

listes ukrainiens ont essayé de perturber le défilé de l'Armée rouge. A Vilnius, des parachutistes lituaniens durent dégager le parcours du défilé que bloquaient des étudiants de droite. En Géorgie, la commémoration de l'anniversaire de la Révolution fut confinée à une base militaire près de Tbilissi. Dans beaucoup de villes, il n'y eut aucune commémoration de la Révolution.

Beaucoup de responsables militaires s'indignent à juste titre du dénigrement

L'économie soviétique en ruines: la troupe récolte des légumes pour éviter la famine.



omniprésent du patriotisme soviétique, de l'augmentation du nombre de réfractaires à la conscription et de déserteurs (en particulier dans les républiques non russes), de la réapparition au grand jour de collaborateurs des nazis dans les Républiques baltes, ainsi que du sabotage et de la mise au pilori de l'intervention militaire contre les *moudjahidins* islamistes armés par la CIA en Afghanistan. Mais peut-être davantage encore, ils s'indignent du retrait unilatéral décidé par Gorbatchev face à l'OTAN et au Quatrième Reich de l'impérialisme allemand, tandis que les officiers et soldats qui rentrent au pays se voient menacés d'être réduits au chômage et de vivre sous des tentes.

Un parti trotskyste en Union soviétique pourra attirer dans ses rangs des militaires de l'Armée rouge qui ne veulent pas voir leur pays exploité et colonisé par l'impérialisme occidental. De fait, beaucoup de soldats et de miliciens ont acheté notre bulletin en russe en voyant l'article « En défense du maréchal Toukhatchevsky » – le chef de l'Armée rouge qui fut accusé à tort et assassiné en même temps que la presque totalité de l'état-major au cours des purges staliniennes des années 1930.

On ne peut cependant assurer la défense et la régénération socialiste de l'URSS simplement sur la base du patriotisme soviétique. En outre, dans la

bouche des staliniens, ce terme a maintes fois été teinté de chauvinisme grand-russe, et lui a servi de couverture. Il est nécessaire de retrouver l'internationalisme prolétarien qui animait la Révolution bolchévique et l'Armée rouge de Trotsky. La classe ouvrière soviétique doit devenir la principale force qui s'oppose à la contre-révolution capitaliste, laquelle signifierait pour les travailleurs un chômage massif, une inflation débridée et l'engrenage d'un carnage nationaliste.

L'étai imposé depuis des dizaines d'années par la bureaucratie à la classe ouvrière soviétique est en train d'être brisé. A l'exception d'une poignée de staliniens indécrottables, à Moscou comme à Leningrad les manifestants des « colonnes rouges » étaient très ouverts et parfois réceptifs à la présence et à la participation des trotskystes. L'intervention de la LCI fut remarquée et notée. Dans son édition du 9 novembre 1990, un grand quotidien de Leningrad, *Vetcherny Leningrad*, écrivait: « *A la colonne Aleksandrovsky, la banderole rouge de la Ligue quatrième-internationaliste des trotskystes a été déployée. On s'arracha la presse trotskyste publiée à l'étranger.* » Outre les ventes du *Bulletin Spartacist*, il fut distribué plusieurs milliers d'exemplaires de la traduction en russe de notre article « *Ouvriers soviétiques: Brisez le « plan de 500 jours » de Gorbatchev-Eltsine!* » (*le Bolchévik* n° 105, octobre 1990).

Quand nos camarades à Leningrad se retrouvèrent à court de presse, ils tinrent

un rassemblement improvisé devant la colonne Aleksandrovsky, au milieu de la place du Palais. Plusieurs centaines de personnes écoutèrent les trotskystes appeler les travailleurs à reprendre possession du pouvoir politique avec le programme de l'internationalisme révolutionnaire. *Vetcherny Leningrad* cite un porte-parole de la LCI qui appelle à retourner à « *la théorie léniniste et trotskyste originelle* » et « *par-dessus tout, ne pas accepter la restauration du capitalisme* ». Une manifestante, en voyant sur notre banderole le sigle de la Quatrième Internationale, s'exclama, les larmes aux yeux: « *C'est tellement merveilleux de vous voir de retour.* » Une autre vint à notre table de presse et assista au rassemblement, en demandant que soit placée, avec les pancartes reprenant les mots d'ordre de la LCI, celle qu'elle portait, et où l'on pou-

Бюллетень Спартаковцев **SPARTACIST**

Что такое ТРОЦКИЗМ

Ленин и Троцкий: лидеры Октября во время празднования второго годовщины на Красной площади... 40

Что хотят Спартаковцы... 11

В защиту маршала Тузачевского... 44

Интернационалистический привет нашим товарищам: советским солдатам и офицерам... 12

Письмо в посольство СССР Империялистическое военное окружение – угроза СССР!... 55

Из Льва Троцкого:

Из Переходной программы: «Положение СССР и задачи переходной эпохи»... 52

Что такое СССР и куда он идет? Глава V: «Советский термидор»... 56

Слова на путь Ленина и Троцкого!

Спартакс-Публишинг Ко. Box 137, GPO, New York, NY 10116, USA. 1990. Цена: 50 коп.

Bulletin Spartacist n°1

En russe
10 francs (56 pages)

**Ce qu'est le trotskysme
Retour à la voie de Lénine
et de Trotsky!**

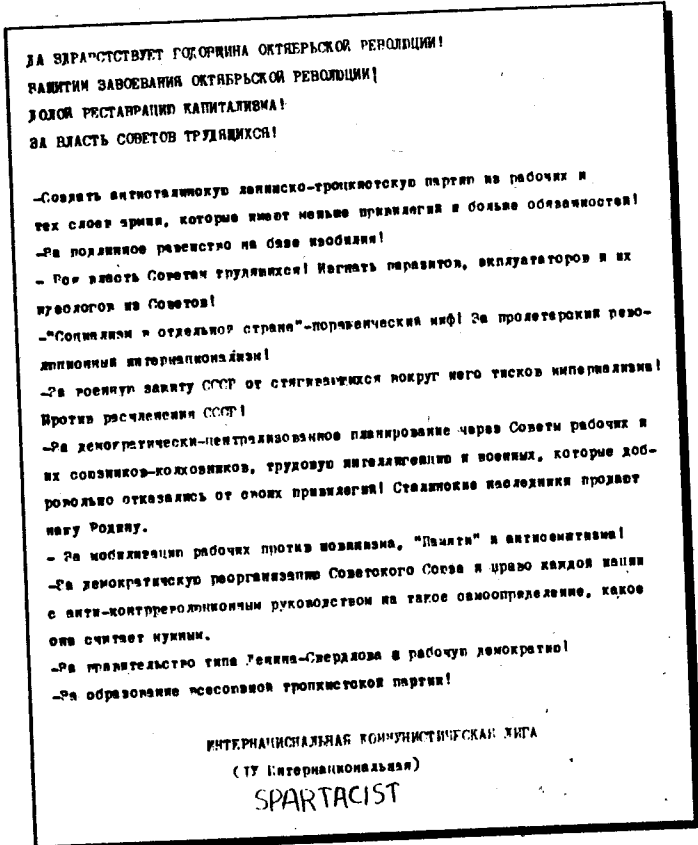
**Chèques et mandats
à l'ordre de:**
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

POUR CONTACTER LA LTF

Paris Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 42 08 01 49

Rouen Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél : 35 73 74 47

Lyon Spartacist
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07



Traduction du tract en russe de la LCI (ci-dessus), produit et distribué à Leningrad, à l'occasion de la manifestation pour l'anniversaire du 7 novembre.

**Vive l'anniversaire de la révolution d'Octobre !
 Défendons les acquis de la révolution d'Octobre !
 A bas la restauration du capitalisme !
 Le pouvoir à des soviets de travailleurs !**

- Créez un parti léniniste-trotskyiste antistalinien d'ouvriers et avec les secteurs de l'armée qui ont le moins de privilèges et le plus de responsabilités !
- Pour une égalité authentique sur la base de l'abondance !
- Tout le pouvoir aux soviets des travailleurs ! Chassez des soviets les parasites, les exploitateurs et leurs idéologues !
- Le « socialisme dans un seul pays » est un mythe de défaite ! Pour l'internationalisme révolutionnaire prolétarien !
- Pour la défense militaire de l'URSS contre l'état impérialiste qui se resserre ! Contre le démembrement de l'URSS !
- Pour une planification centralisée et démocratique par les soviets des ouvriers et de leurs alliés – les paysans, les travailleurs intellectuels et ceux des militaires qui renoncent à leurs privilèges ! Les héritiers de Staline sont en train de brader notre patrie.
- Pour des mobilisations ouvrières contre le chauvinisme, Pamiat et l'antisémitisme !
- Pour la réorganisation démocratique de l'Union soviétique et le droit à toute nation avec une direction anti-contre-révolutionnaire à l'exercice de l'autodétermination qu'elle considère nécessaire.
- Pour un gouvernement du type Sverdlov-Lénine sur la base de la démocratie ouvrière !
- Pour la formation d'un parti trotskyste dans toute l'Union.

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE
 (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

l'établissement d'une économie de marché capitaliste n'était pas inévitable. Plus de 65 ans de pouvoir stalinien ont réussi à saper la conscience communiste du prolétariat soviétique, enfouie sous une montagne de mensonges dont le plus dangereux, une tromperie totale, s'appelle « socialisme dans un seul pays ». Aujourd'hui en URSS, l'enjeu est de diriger les luttes défensives des travailleurs vers la formation de soviets et la restauration de l'héritage internationaliste d'Octobre.

Pendant la période agitée qui a séparé les révolutions de Février et d'Octobre 1917, quand les ouvriers dirigés par les bolchéviks luttèrent pour le pouvoir avec le faible gouvernement capitaliste de Kerensky, les capitalistes tentèrent de soumettre les travailleurs en sabotant l'économie. Alors que le pays était au bord de la famine et de l'anarchie, Lénine écrivit « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », où il insistait que « [...] c'est la conquête du pouvoir par le prolétariat, avec le Parti bolchévique à sa tête, qui seule pourrait mettre fin aux infamies perpétrées par Kerensky et consort, et remettre en marche les organisations démocratiques de ravitaillement, d'approvisionnement, etc., dont Kerensky et son gouvernement sabotent le fonctionnement » (Oeuvres, tome 25). Un mois plus tard, les ouvriers dirigés par les bolchéviks s'emparaient du pouvoir et balayaient le vieil ordre chancelant.

Aujourd'hui, une fois encore, les travailleurs sont confrontés à la famine et à l'anarchie. Pour sauver l'Union soviétique et empêcher une contre-révolution capitaliste, le prolétariat soviétique doit reconquérir le pouvoir politique, sur la base de soviets démocratiquement élus. Des soviets authentiques n'auront rien de commun ni avec les coquilles vides bureaucratiques de l'époque de Staline, ni avec la mascarade pseudo-parlementaire qui est jouée sous Gorbatchev. Ce seront des instruments de la démocratie prolétarienne, avec des délégués directement élus et révocables par la classe ouvrière et ses alliés – travailleurs des fermes collectives, minorités opprimées, femmes travailleuses, soldats de l'Armée rouge et ceux des éléments de l'intelligentsia qui surmonteront leurs appétits corrompus et embrasseront la cause de la classe ouvrière. Des soviets authentiques ne seront pas créés par un simple acte de volonté ou une décision bureaucratique, mais à travers les luttes de masse de la classe ouvrière.

La classe ouvrière et ses alliés peuvent vaincre les forces de la contre-révolution et prendre eux-mêmes le pouvoir en main. Pour cela, il est nécessaire par-dessus tout de forger un nouveau parti, sur le modèle du Parti bolchévique de Lénine et Trotsky. Le tract de la LCI distribué à Leningrad indique les grandes lignes du programme du parti trotskyste qui est nécessaire pour conduire la révolution politique ouvrière soviétique.

-Traduit de Workers Vanguard n° 515

vait lire : « Arrêtez la restauration capitaliste ! Ils essaient de transformer notre patrie en colonie ! »

C'est effectivement ce qu'ils essaient de faire. Les maîtres de Wall Street, de Francfort et de Tokyo ont comme objectif non seulement de racheter les ressources productives de l'Union soviétique, mais aussi de dépecer l'URSS et de transformer ses fragments en semi-colonies. Gorbatchev a manifesté clairement son intention de brader aux capitalistes occidentaux et japonais les usines, les mines et les autres ressources collectivisées créées par les travailleurs soviétiques au prix de dizaines d'années de sueur et de sacrifices. On rapporte qu'un groupe d'industriels occidentaux prépare un ambitieux projet de super-autoroute reliant Odessa à Leningrad via Kiev et Moscou, pour la construction de laquelle ils ont l'intention d'utiliser comme main-d'œuvre à bon marché les soldats retirés d'Europe de l'Est.

Pendant ce temps, les forces de l'arriération et de l'obscurantisme libérées par la perestroïka se manifestent de façon de plus en plus grotesque. Des réactionnaires tsaristes et l'Eglise orthodoxe russe se préparent maintenant à construire à Sverdlovsk une cathédrale du souvenir à l'endroit où le tsar Nicolas II et sa famille furent exécutés par les bolchéviks !

Retour à la voie de Lénine et Trotsky !

Seule la lutte unitaire de la classe ouvrière multinationale d'Union soviétique pourra vaincre les forces de la contre-révolution capitaliste sanglante. Certains secteurs de la classe ouvrière soviétique, et en particulier les mineurs, ont fait preuve de combativité dans la défense de leurs intérêts économiques contre les ravages de la perestroïka. Mais politiquement, les ouvriers soviétiques restent sous l'influence de différentes fractions qui se disputent le pouvoir au sein de la bureaucratie et de l'intelligentsia petites-bourgeoises.

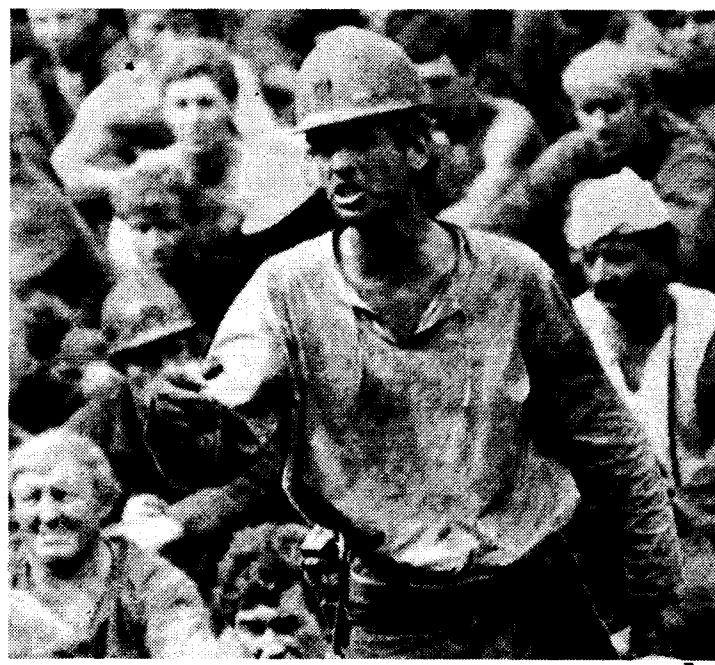
Fin octobre 1990, 900 délégués des mines de charbon de toute l'URSS se sont réunis dans la région du Donbass, dans l'est de l'Ukraine, pour débattre de la formation d'un syndicat indépendant

couvrant l'URSS tout entière. Si la tonalité générale de cette conférence était celle de la défiance, il manquait la direction et le programme nécessaires pour mobiliser cette défiance contre ceux qui voudraient devenir les nouveaux maîtres capitalistes. Certains délégués regardaient du côté du syndicalisme, beaucoup étaient d'avis qu'une économie de marché est inévitable et que la question est de comment se battre contre ses excès. Pendant ce temps, dans les couloirs, un groupe d'anticommunistes endurcis sortis tout droit de la Guerre froide – dont des représentants de « Freedom House », les fascistes russes du NTS, et, venus de Grande-Bretagne, le syndicat jaune « Union of Democratic Miners » et les anticommunistes virulents du syndicat des électriciens – travaillaient à mettre sur pied un « syndicat » contre-révolutionnaire du style de Solidarność. Ces protégés de la CIA cherchaient tout particulièrement à entraîner les mineurs soviétiques à participer à la chasse aux sorcières contre Arthur Scargill, le combatif dirigeant du syndicat des mineurs britanniques.

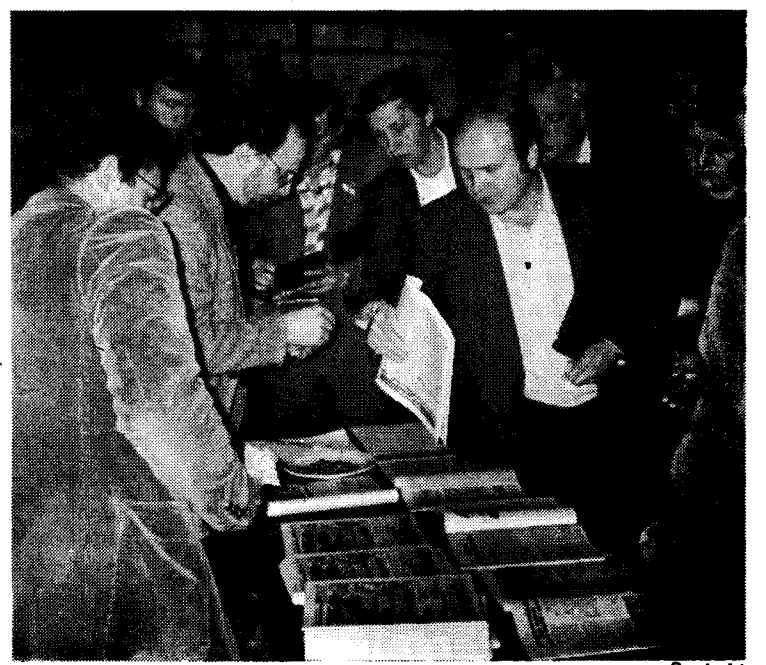
Pendant la conférence, nos camarades sont intervenus, avec des ventes et des

discussions dans les couloirs, pour s'opposer à la chasse aux sorcières anti-Scargill, en soulignant le caractère réactionnaire des attaques menées contre lui par la bourgeoisie et les jaunes. Un représentant de l'UDM fut autorisé à monter à la tribune pour demander aux mineurs soviétiques qu'ils remettent à l'UDM l'aide financière qu'ils avaient apportée à l'héroïque grève des mineurs britanniques de 1984-85. Un représentant de la LCI s'adressa alors aux membres du présidium, en leur remettant un exemplaire de Workers Vanguard (le journal de nos camarades de la Spartacist League/US) dans lequel figurait l'article « Sinistre machination contre le dirigeant des mineurs britanniques – Chasse aux sorcières contre Scargill » (Workers Vanguard n° 508, 10 août 1990). Finalement, la conférence décida de ne pas suivre l'appel de l'UDM à se joindre à la campagne contre Scargill.

Les participants à la conférence ont acheté 600 exemplaires de notre bulletin, et certains en emportaient avec eux des paquets de dix pour leurs camarades des régions minières lointaines. Au cours de discussions nombreuses et animées, les camarades de la LCI insistèrent que



Tass



Spartacist

La puissante grève des mineurs de 1989 a secoué l'URSS. Des centaines de mineurs en congrès à Donetsk ont acheté le « Bulletin Spartacist » en russe.

Afrique du Sud...

Suite de la page 7

de voir des escadrons de la mort pro-apartheid reprendre du service.»

En toile de fond de la « guerre du Reef », différentes forces sont à l'œuvre. Les « durs » dans la police et dans l'armée – qui toutes deux ont assisté les bras croisés aux attaques de l'Inkatha – cherchent à rétablir les bastions branlants de l'apartheid en torpillant les négociations. S'ajoutent à ces jusqu'au-boutistes les « réformateurs » de De Klerk (dont le Broederbond, la société secrète des dirigeants afrikansers qui a été le noyau dur du régime de l'apartheid) qui veulent élargir les « négociations » à leurs créatures comme Buthelezi. Pour diluer l'influence de l'ANC et du SACP, ils ont même invité aux négociations les nationalistes noirs du PAC (Pan-Africanist Congress) et de l'AZAPO (Azanian People's Organization) – invitations qui provoqueraient parmi ces organisations d'importantes controverses. La campagne de terreur travaille aussi à créer dans les townships un climat de peur qui, combiné au couvre-feu imposé par la police, sape les efforts fébriles déployés par les forces anti-apartheid pour s'organiser.

Mais face à la terreur, la réaction de l'ANC a été... de faire appel à la police de l'apartheid ! Andrew Mapheto, organisateur régional de l'ANC dans la région du PWV (Pretoria-Witwatersrand-Vaal Reef), en donne un récit instructif : « Malheureusement, plus les rapports sur les manquements de la police nous parvenaient en grand nombre, plus nous adjurons les nôtres de travailler en consultation avec elle. Le résultat était que nous étions souvent hués [...]. Pendant nos visites dans les townships, la clameur désespérée pour davantage d'armes devenait assourdissante. Et dans les réunions, à moins qu'un orateur ne dise quelque chose de très spécifique sur l'autodéfense et les armes, son message n'était pas écouté. Certains activistes de l'ANC hésitaient même à se retrouver face à face avec des camarades venant des zones de conflit. Ils n'avaient rien à répondre aux demandes d'armes [...]. Au contraire, les gens avaient le sentiment que l'ANC faisait preuve d'une paralysie politique, et s'était laissé endormir par les bonnes paroles de De Klerk » (Work in Progress, septembre 1990).

D'après la presse impérialiste, les jeunes « camarades » des townships du Vaal Reef disent « Donnez-nous MK » – l'abréviation d'Umkhonto we Sizwe (la lance de la nation), le bras armé de l'ANC – et « Donnez-nous Hani ».

Contrairement à de nombreux dirigeants de l'ANC qui, une fois rentrés au pays, sont devenus les coqueluches des salons des libéraux blancs, Chris Hani, le

chef d'état-major de la MK, se serait installé avec deux mille combattants au Transkei, où il réside chez l'ancien chef Kaiser Matanzima. Certains de ses partisans parlent de « la première zone libérée ». Le Süddeutsche Zeitung du 14 novembre dernier écrit : « Dans ses discours, souvent entièrement en xhosa et à l'occasion desquels il aime se montrer en veste de camouflage, il appelle ses soldats à "rester dans les tranchées". » Mais derrière la rhétorique combative, ce qu'est réellement en train de faire Hani, c'est d'établir un pouvoir ethnico-régional au Transkei (où des éléments pro-apartheid viennent de faire une tentative de coup d'Etat contre les dirigeants militaires pro-ANC du bantoustan). Hani, le héros des « jeunes lions » des townships, veut-il succéder à Mandela à la tête de l'ANC en construisant une base de pouvoir tribale dans un bantoustan rendu « présentable » ?

Le danger de guerre tribale est réel. Dans le but de couper l'herbe sous le pied de l'ANC, qui fait passer son programme libéral en appelant à une « unité non raciale » au-delà des divisions ethniques, les escouades de l'Inkatha ont surgi

sons dont les habitants parlaient zoulou devaient être brûlées ou démolies ». Mapheto lui-même fut entouré par un groupe de jeunes lyncheurs xhosas qui pensaient que les militants de l'ANC étaient zoulous parce que leur voiture avait des plaques d'immatriculation du Natal. Et il dit que dans des réunions de compte rendu, des gens demandaient : « Donnez-nous des fusils et nous allons tuer les Zoulous. »

Il n'est pas surprenant qu'il y ait des inquiétudes qu'un gouvernement de l'ANC, dont beaucoup de dirigeants sont xhosas – notamment Mandela, Tambo, Sisulu, Mbeki et Hani – favorise les groupes tribaux dont il sera issu. Si l'ANC proclame qu'il refuse les divisions raciales, sa seule réponse face aux tentatives de provoquer des affrontements tribaux a été de faire appel au régime de l'apartheid pour qu'il impose « la loi et l'ordre » racistes, ou de regarder passivement la jeunesse xhosa se faire entraîner dans les atrocités intercommunautaires. L'histoire des régimes néo-coloniaux d'Afrique fourmille d'exemples de domination d'une tribu par une autre, comme au Zimbabwe où le gouvernement de

métis, asiatiques et blancs antiracistes, pour mettre hors d'état de nuire à la fois les terroristes réactionnaires et les fomenteurs de guerres tribales. Dans la Russie tsariste, les bolchéviks avaient organisé de telles formations militaires ouvrières dans le centre pétrolière de Bakou, afin de s'opposer aux massacres intercommunautaires entre Arméniens et Azéris – des massacres auxquels poussaient les nationalistes petits-bourgeois des deux peuples. Aujourd'hui, en Afrique du Sud, des groupes de défense ouvriers pourront devenir de puissants organes de double pouvoir prolétarien, capables de mettre en échec les plans de l'ANC, De Klerk et Rely pour un Etat capitaliste de l'« après-apartheid ».

C'est précisément à cause du développement économique du capitalisme sud-africain que les différents groupes raciaux, ethniques et tribaux y sont mêlés comme nulle part ailleurs sur le continent. Les Indiens dirigés par Gandhi avaient joué un rôle clé dans la fondation du mouvement du Congrès. La population métisse afrikaanophone de la province du Cap a historiquement été dans l'avant-garde de la lutte contre la discrimination raciale. Et bien que la population blanche dans son ensemble constitue une caste privilégiée, qui bénéficie d'une prospérité relative payée par le labeur des travailleurs noirs, beaucoup de Blancs ont également joué un rôle actif dans les luttes anti-apartheid, dans l'ANC comme dans les syndicats noirs. Mais l'ANC, avec son programme front-populiste en vue d'un Etat capitaliste de l'« après-apartheid », ne peut pas surmonter les antagonismes raciaux, tribaux et ethniques qu'engendre la lutte pour la survie dans une situation d'extrême pauvreté.

Telles sont les lignes de division le long desquelles est engagée une course désespérée pour les bénéfices du pouvoir. Tout cela ne peut être transcendé que par une révolution socialiste qui mette fin à la concurrence fratricide pour les quelques miettes tombées de la table des capitalistes, et qui mette les énormes richesses qui sont actuellement aux mains de riches trusts comme l'Anglo-American au service de tous les travailleurs. Ce qui est désespérément nécessaire, c'est un parti communiste authentique, construit sur le programme de la révolution permanente, mobilisant la puissance du prolétariat noir et qui pourra réaliser l'union et défendre les droits de tous, Xhosas et Zoulous, Vendas et Sothos, travailleurs immigrés du Mozambique et du Botswana, Métis et Asiatiques, et le nombre croissant de Blancs qui ne veulent pas passer leur vie dans un Etat-garnison raciste condamné, en attendant dans leur bunker un « crépuscule des dieux » apocalyptique.

- Traduit de Workers Vanguard n° 515



Workers Vanguard

« Ecrasez l'apartheid – Pour la révolution ouvrière ! » Nos camarades américains défilent dans une manifestation en juin 1983 à New York.

des foyers de travailleurs immigrés habités principalement par des Zoulous et se sont jetés sur des townships en majorité xhosas, semant la mort au hasard. Rapidement, des Xhosas menèrent des attaques meurtrières contre les foyers. Ceci est également attesté par le témoignage du responsable de l'ANC Mapheto, qui tout en critiquant les tentatives de présenter la violence comme « une guerre entre Xhosas et Zoulous », note que souvent « tous les gens qui parlaient zoulou étaient considérés comme responsables », et qu'à un endroit « certains secteurs de la jeunesse étaient d'avis que toutes les mai-

Robert Mugabe, basé sur l'ethnie shona, exerce sa domination sur les Ndebele dirigés par Joshua Nkomo. Il est suffisamment tragique que tel ait été jusqu'ici le sort de l'Afrique noire post-coloniale ; dans le cœur industriel du continent, il n'est pas obligé qu'il en soit ainsi, et il ne doit pas en être ainsi.

Ce qu'il faut, c'est former des groupes de défense ouvriers basés sur les syndicats, qui feront le lien entre l'usine et les townships et seront constitués d'ouvriers conscients, parmi lesquels des Zoulous, des Xhosas et des membres des autres groupes tribaux, ainsi que d'ouvriers

SPARTACIST WINTER 1990-91

NUMBER 45-46 ENGLISH EDITION

Documents and Discussion on the Collapse of Stalinism

On the Collapse of Stalinist Rule in East Europe 4
by Joseph Seymour

For Marxist Clarity and a Forward Perspective 16
by Albert St. John

Spartacist Group of Poland Founded 23

Mexico: Platform of the Trotskyist Faction 28

Special Russian-Language Section:
Советские трудящиеся:
Долой план «500 дней» Ельцина-Горбачева! 49

ICL Raises the Banner of Trotskyism in Leningrad, Moscow ... 63
From Russian-Language Spartacist Bulletin No. 1
For a Trotskyist Party in the USSR! 64

Review: Pierre Broué's Trotsky—Tailored for Perestroika... 31

Louis Sinclair: A Friend and Trotsky Scholar Dies 2
Letter: Guns and Old Japan Tamara Deutscher, 1913-1990 30

AUSTRALIA A32 BRITAIN E1 CANADA Cdn\$1.75 USA US\$1.50

Vient de paraître !

Spartacist

(édition anglaise)

N° 45-46 (hiver 1990-91)
10 francs (64 pages)

Contient des documents et des textes de discussion sur l'effondrement du stalinisme. On trouvera également dans ce numéro une critique du « Trotsky » de Pierre Broué.

Ecrire au Bolchévick, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

Reichstag...

Suite de la page 3

de cette formation qui s'est jointe à la chassé aux sorcières anticommuniste et « lutte » pour obtenir un morceau des avoires du PDS. Le pseudo-trotskyiste Arbeitermacht [Pouvoir ouvrier] a décidé que le PDS était maintenant social-démocrate sans risque ; il lui a donc donné un soutien électoral et, dans le même temps, est entré dans le parti, dans le but (avec un langage à la Gysi) de le « renouveler », là où le PDS ne se présentait pas, il a soutenu le SPD. La douteuse BSA appelait aussi à voter pour les chasseurs de sorcières sociaux-démocrates, tout en lançant des provocations contre le SpAD.

Le SpAD a présenté des candidats à Berlin, dans le Mecklenburg, en Saxe, en Saxe-Anhalt et dans l'arrondissement d'Altona, à Hambourg, recueillant 1717 votes pour le pôle communiste dur

d'opposition de classe irréconciliable au Quatrième Reich. En réponse à notre spot électoral sur les radio et télévision nationales, nous sont parvenus beaucoup de demandes d'information et de messages de soutien. Un certain nombre de sympathisants ont rejoint notre parti par le biais du travail pour notre campagne, et nous avons contacté de nouvelles personnes importantes parmi les immigrés, les ouvriers et des jeunes de gauche.

La consolidation de ce soutien représentera une étape importante vers la construction et l'extension du Spartakist-Arbeiterpartei en tant que section allemande de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), préparant une direction léniniste-trotskyiste pour les dures batailles de classe à venir. Avec l'effondrement du stalinisme, et avec lui du mensonge de la construction du socialisme dans un seul pays, la lutte pour un communisme internationaliste véritable continue. En dépit de tout, comme disait Liebknecht. ■

Golfe...

Suite de la page 1

tenter de sauver ce qui peut encore l'être des ambitions impérialistes de la France dans la région, acceptant le rôle humiliant de supplétifs des Américains dans l'espoir que ses « alliés » consentiront à laisser à la France un os à ronger dans le futur « ordre » au Moyen-Orient.

Pour ces nobles motifs, les impérialistes se préparent à sacrifier les vies de centaines de milliers d'Irakiens et de dizaines de milliers de leurs propres soldats, et à mettre le Moyen-Orient tout entier à feu et à sang. Dans cette guerre, la classe ouvrière internationale a un camp à choisir : celui de la *défense de l'Irak* et de la *défaite des fauteurs de guerre impérialistes*.

Le despote irakien Saddam Hussein, il y a peu de temps encore allié privilégié de Bush et plus encore de Mitterrand, est un tyran sanguinaire, qui a massacré dans son pays des dizaines de milliers de communistes, d'ouvriers et de Kurdes. Il doit être renversé, mais par les travailleurs et les opprimés d'Irak, pas par les impérialistes qui, par le fer et le feu, ne cherchent qu'à asservir plus brutalement encore les peuples du Moyen-Orient.

En France comme dans tous les pays de la coalition anti-irakienne, des millions de travailleurs et de jeunes sont révoltés par l'horreur de la guerre qui se prépare. La population avale de moins en moins le bourrage de crânes du gouvernement et des médias aux ordres qui présentent cette expédition néo-coloniale comme une croisade pour la « défense du droit » - d'autant plus qu'on trouve, parmi les preux chevaliers qui ont tiré l'épée pour cette croisade, des « démocrates » aussi

éminents que le roi Hassan II ou le président syrien Hafez El Assad, sans parler de la monarchie féodale saoudienne, ennemie jurée des femmes, des juifs, des chrétiens, de la laïcité, de la mixité et du progrès sous toutes ses formes.

Cette hypocrisie du discours belliciste officiel est évidemment ressentie de façon encore plus aiguë par les « immigrés » d'origine maghrébine et leurs enfants. Déjà considérés par la bourgeoisie et ses fondés de pouvoir sociaux-démocrates comme une « classe dangereuse » qu'il convient de « mater », les « jeunes issus de l'immigration » sentent bien que cette guerre menée contre un pays arabe ne pourra que provoquer une nouvelle flambée de terreur raciste ainsi qu'un renforcement des mesures de ségrégation.

Le PCF se présente volontiers comme l'opposant le plus résolu à la sale guerre. Mais son opposition à la guerre se place résolument sur le terrain de la défense des intérêts bien compris de l'impérialisme français dans la région du Golfe, dont Marchais et Cie pensent qu'ils seraient mieux servis par un « règlement politique négocié ». D'accord avec Bush et Mitterrand, les dirigeants du PC ont soutenu et soutiennent toujours l'embargo décrété par l'ONU et dont l'objectif est, en affamant la population irakienne, de forcer Saddam Hussein à rendre le Koweït à son « légitime » propriétaire, l'émir Al Sabah. Après s'être abondamment scandalisés de ce que les Etats-Unis n'appliquent pas intégralement les résolutions de l'ONU, ils en sont aujourd'hui réduits à prétendre que la résolution du Conseil de sécurité qui donne le feu vert à l'invasion de l'Irak est « parfaitement illégale » parce que... le représentant chinois s'est abstenu lors du vote (*l'Humanité*, 13 décembre 1990) !

Avec la complicité active des pseudo-trotskyistes de la LCR, du PCI et de LO, le PCF travaille à attirer les travailleurs et les jeunes qui veulent s'opposer à la guerre de rapine dans le piège d'un « mouvement pacifiste », avec un programme qui véhicule des illusions sur le gouvernement impérialiste français et que résumant les mots d'ordre d'appel à la manifestation du 12 janvier : « Non à la guerre, oui à la négociation ! » et « Retrait des troupes américaines, anglaises et françaises d'Arabie saoudite ! » (*l'Humanité*, 26 décembre 1990). Ce programme minimum est très soigneusement calculé pour servir de base à un bloc politique avec les forces bourgeoises qui veulent à tout prix, comme le PCF, empêcher une défaite de l'impérialisme français dans le Golfe.

D'autres participants à ce bloc front-populiste, comme les charlatans de la LCR, essaient simultanément de présenter à leurs militants et sympathisants un visage « révolutionnaire » en parlant d'« actions de masse » contre la guerre impérialiste, de s'opposer à l'envoi des troupes, etc. Mais ce ne sont là que des mots creux, immédiatement contredits par l'affirmation que « celles et ceux qui veulent arrêter l'engrenage fatal [de la guerre] doivent donc se rassembler autour du seul mot d'ordre efficace et mobilisateur : retrait des troupes occidentales » (*Rouge*, n° 1426, 6 décembre 1990).

Pour être autre chose qu'une formule creuse, l'anti-impérialisme doit signifier la lutte de classe contre notre propre bourgeoisie. En plein milieu du carnage de la Première Guerre mondiale, Lénine écrivait déjà que « l'une des formes de mystification de la classe ouvrière est le pacifisme et la propagande abstraite de la paix », ajoutant : « A l'heure actuelle, une propagande de paix qui n'est pas accom-

pagnée d'un appel à l'action révolutionnaire des masses ne peut que semer des illusions, corrompre le prolétariat en lui inculquant la confiance dans l'esprit humanitaire de la bourgeoisie et en faire un jouet entre les mains de la diplomatie secrète des pays belligérants. Notamment, l'idée suivant laquelle on pourrait aboutir à une paix dite démocratique sans une série de révolutions est profondément erronée » (« La conférence des sections à l'étranger du POSDR », 1915, *Oeuvres*, tome 21). La politique « de paix » du PCF et de l'« extrême gauche » dévoie l'hostilité légitime des travailleurs et des jeunes à la guerre, et fait obstacle à des actions ouvrières pour arrêter le bras meurtrier des Bush et des Mitterrand.

Le rôle d'empoisonneurs « pacifistes » de la conscience de la jeunesse et de la classe ouvrière que jouent aujourd'hui Marchais, Krivine, Lambert et Cie est d'autant plus criminel que l'impérialisme français s'engage dans la guerre en position de faiblesse, une circonstance dont le prolétariat peut et doit profiter pour passer hardiment à l'action.

Tout le monde sait, par exemple, que la chaîne logistique du corps expéditionnaire français en Arabie saoudite est extraordinairement fragile et pourrait être gravement perturbée par des actions des syndicats de marins et de dockers. C'est de telles actions, activement soutenues par des grèves politiques massives contre la guerre, que le mouvement ouvrier doit engager. De plus, une véritable lutte de classe contre la guerre poserait nécessairement la question du pouvoir et celle de chasser la bourgeoisie fautive de guerre. Il faut briser le blocus de l'Irak ! Que Bush et Mitterrand coulent dans le Golfe ! ■

SU...

Suite de la page 5

marché va faire enfin bosser ces fainéants d'ouvriers !

Opposé en principe au « socialisme de marché », Mandel (qui vient d'ailleurs subitement de se rappeler que la bureaucratie avait une double nature !) cherche à s'attirer les grâces de ces éléments disparates, qui donnent un « soutien critique » à Gorbatchev, en débitant docilement des généralités abstraites sur la nécessité d'« un recours aux mécanismes marchands » dans le cadre d'« un pouvoir politique réellement exercé par les travailleurs » (*BDI* n° 3, juillet 1990), des généralités qui, face à la très concrète perestroïka, ne font que relativiser le danger mortel que constitue la politique spécifique pro-marché de Gorbatchev. Toujours comme un écho à ces forces qui rejettent l'internationalisme prolétarien, le SU, toutes fractions confondues, insiste que la « révolution politique » restaurera la « démocratie socialiste ». Mais une révolution politique victorieuse non seulement restaurera la démocratie des soviets mais referra de l'URSS le bastion de la révolution socialiste mondiale qu'elle était sous Lénine et Trotsky. Le « trotskysme » qu'il présente à ses alliés droitiers est respectable, débarrassé de son (so-disant) péché d'« exportation de la révolution ». Mandel n'a-t-il d'ailleurs pas applaudi Gorbatchev pour ces trahisons que représentent son retrait d'Afghanistan et son désarmement de l'URSS !

Et c'est en leur compagnie que le SU veut créer, non pas évidemment une section, mais « de véritables partis socialistes (!) » (*Bulletin de débat* n° 1). L'« étiquette » c'est le programme, expliquait Trotsky. Nous appelons en URSS à construire un parti sous le mot d'ordre du « Retour à Lénine et Trotsky ». Le SU appelle, lui, au retour à une « véritable »... Deuxième Internationale !

Les militants du SU trouveront dans les événements historiques que vient de connaître l'Allemagne une confirmation sans appel de la faillite du SU à défendre

les acquis des Etats ouvriers et à lutter pour la révolution politique. Nous y avons consacré un article substantiel dans *le Bolchévik* n° 100 (mars 1990). Les mandéliens (qui s'étaient préalablement dissous à l'Ouest, en 1985, dans une fusion avec d'ex-maoïstes) ont capitulé devant la Gauche unie, une formation nationaliste est-allemande qui s'est rapidement retrouvée derrière le PDS et ses projets de coalition front-populiste pour négocier les termes d'une réunification capitaliste. (Et au moins Wolf, le dirigeant mandélien allemand, figurait dans les dernières élections sur les listes des misérables capitulards du PDS, ex-staliniens convertis à la social-démocratie !) Ainsi, en dépit de leurs proclamations contre cette réunification capitaliste, les mandéliens ont finalement capitulé sans combattre au revanchisme impérialiste. Il n'y a eu en Allemagne que nos camarades du SpAD à s'être battus clairement et sans aucune ambiguïté contre l'Anschluss capitaliste et pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne - par la révolution sociale à l'Ouest et la révolution politique à l'Est.

Matti, de même que les lambertoïdes de Socialist Action, dénoncent le refus de Mandel de former une section, entre autres, en Allemagne, mais ils ne voulaient une section allemande que pour en faire l'avant-garde de la réunification inconditionnelle, c'est-à-dire capitaliste, de l'Allemagne !

L'« orthodoxie » pro-parti affichée à l'envi par Matti et Socialist Action peut attirer de jeunes militants légitimement dégoûtés par les manœuvres sans principes de la « majorité » et ses échecs répétés, mais elle montre clairement ici qu'elle n'est qu'un camouflage à une politique à droite de Mandel. Les critiques programmatiques que fait Matti à Mandel sur la question russe portent sur son *inconséquence* dans la capitulation aux forces anticomunistes.

Par ailleurs, Matti, critiquant de véritables trahisons des mandéliens (comme aux Philippines), lève dans le SU l'étendard de la lutte pour l'indépendance de classe. Voilà qui ne pourrait que nous satisfaire si nous ne connaissions bien

Matti pour être, et de longue date, un dangereux maniaque des gouvernements Mitterrand et autres « majorités PC-PS » au parlement bourgeois ! Et il se fait encore une fois prendre la main dans le sac en citant comme exemple d'indépendance de classe la politique de la section mexicaine du SU, le PRT qui, précisément, s'est officiellement intégré, avec la formation du Front patriotique national, dans le front populaire bourgeois dirigé par Cuauhtemoc Cardenas !

Partisans fanatiques du « travail de masse » - sur un programme minimum - et du « front unique stratégique » (emprunté à l'arsenal social-démocrate du lambertisme), les dirigeants mattistes reprochent finalement aux mandéliens moins de capituler que de ne pas le faire devant les partis réformistes de masse. Et d'envisager avec insistance un entrisme, parfois même total, dans la social-démocratie. Et à l'appui de leur thèse liquidatrice, ils citent sans rire comme « courants de gauche [qui] commencent à apparaître » dans le PS « le cas des forces derrière Poperen ou de groupes comme la Nouvelle école socialiste » (*BDI* n° 3) - c'est-à-dire rejoindre les Dray, Cambadelis et autres renégats ! Mais, après dix ans de gouvernements Mitterrand, cela relèverait plus de la nécrophilie que de la capitulation ! Et peut-être est-il d'ailleurs un peu tard pour espérer avoir sa part de la soupe ?

Aucune des oppositions à Mandel n'offre d'alternative trotskyste que ce soit sur la question russe ou le front populaire. La tendance Grisolia, principalement basée en Italie, affiche des prétentions de gauche, mais ses proclamations formellement « orthodoxes » s'arrêtent précisément aux portes de l'Italie (et de Democrazia Proletaria !) et aux questions concrètes et décisives de la question russe et du front populaire, Grisolia ayant toujours été partisan de voter pour les partis réformistes membres d'une coalition de collaboration de classes.

Sur la brûlante question du Golfe (jusqu'à escamotée des débats préparatoires à son congrès), le SU est tiraillé entre ses diverses sections, qui chacune

subit des pressions nationales spécifiques, mais toutes les fractions s'entendent à ce jour pour refuser de défendre militairement l'Irak contre l'agression impérialiste. Une opposition trotskyste appellerait, contre la politique réformiste et front-populiste du SU contre la guerre, à des luttes de classe pour briser le blocus et chasser les troupes impérialistes - pour la défaite de l'impérialisme.

Alors que le SU et toutes les autres internationales pseudo-trotskyistes ont fait blocs pourris sur scissions dévastatrices, la LCI - régie par le centralisme démocratique international - s'est renforcée, même si ses forces restent modestes, et fait la preuve, à son échelle, de la validité du programme de l'internationalisme de Lénine et Trotsky. C'est sur cette base de granit que nous avons réalisé, dans la dernière période, des regroupements révolutionnaires en Pologne, en Irlande, au Mexique et au Canada. Dans ce pays, les camarades de la Revolutionary Marxist Tendency de la section canadienne du SU, poussés par les événements en Europe de l'Est, ont été amenés à considérer notre programme comme le seul programme trotskyste et viennent de fusionner avec la LCI. Pour la renaissance de la Quatrième Internationale ! ■

LE BOLCHEVIK
ABONNEZ-VOUS !

30 F pour 10 numéros
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)
Etranger : mandat poste
international

NOM _____

ADRESSE _____

TEL _____

Ecrire au Bolchévik,
B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10

Mitterrand et les banlieues-ghettos: du fric pour des flics

A bas la ségrégation raciste!

30 décembre 1990 - La bourgeoisie française et ses gestionnaires sociaux-démocrates ont frissonné de peur en voyant coup sur coup la révolte de jeunes de Vaulx-en-Velin et la déferlante de la jeunesse des banlieues dans la lutte lycéenne. Toute une génération a montré qu'elle n'était nullement disposée à se laisser sacrifier dans le chômage et la déchéance sociale, le tout sous les coups des flics racistes.

La flambée de colère des banlieues-ghettos lyonnaises et les dizaines de milliers de jeunes sortis des cités pour prendre le pavé des centres-villes ont dit ce que ce journal décrit depuis des années, l'existence de la ségrégation raciste.

Le sphinx cynique de l'Elysée est descendu à Bron, dans la banlieue lyonnaise, pour annoncer un énième plan de «réhabilitation» des banlieues: quelques subsides et pour faire bonne mesure un nouveau ministre.

Les experts recensent quelque 400 «points chauds». Des centaines de cités où sont parqués, isolés, les ouvriers «immigrés», leur famille et les pauvres. Des centaines de milliers d'êtres humains que le capitalisme pourrissant a délibérément rejetés aux franges de l'économie et de la société.

Depuis la deuxième moitié des années 70 que la crise capitaliste sévit, les patrons ont, pour préserver et accroître leurs profits, démantelé des secteurs entiers de la classe ouvrière. Les «immigrés», qui étaient et restent encore dans une moindre mesure au cœur de la production industrielle, ont été particulièrement touchés, et leurs enfants voient leur avenir fait de chômage quasi permanent et de discrimination raciste. Depuis une décennie, le nombre total de chômeurs tourne autour des trois millions et chaque année des dizaines de milliers de jeunes se voient exclus du système éducatif, du marché du travail et enfermés dans les ghettos des cités.

Leur solution: le traitement policier

Pour maintenir de force cette population dans la ségrégation, la bourgeoisie n'a qu'un seul véritable recours: l'utilisation de la police et de la terreur raciste. Le plan pour «la ville» n'est pas encore bouclé que les 700 millions annoncés par Mitterrand ne sont plus déjà que 400, mais par contre on annonce que «la présence policière sera renforcée avec 200 gardiens de plus dans les zones les plus sensibles et un accroissement de l'ilotage» (*Libération*, 8-9 décembre 1990). En fait, il existe depuis toujours un Ministère «à la ville» pour administrer les ghettos, c'est le Ministère de l'Intérieur.

On voit apparaître chaque semaine, à grand renfort de publicité, une nouvelle initiative de «dialogue» entre les racistes en uniforme et leurs victimes. Le spectacle obscène de commissaires de police et autres flics posant à l'«éducateur social» n'est pas sans évoquer la méthode d'«intégration» introduite en Algérie à la fin des années cinquante: les sinistres SAS (Sections administratives spéciales), composées d'officiers de l'armée coloniale



Der Spiegel
Les cités sont les nouveaux ghettos où les «immigrés» et leur famille sont soumis à la terreur policière.

envoyés dans les villages, «près» de la population «autochtone» pour l'encadrer, la surveiller et la «protéger» du FLN! Flics hors des quartiers immigrés! Il faut organiser la défense des quartiers immigrés sur la base de comités de quartiers, avec la participation et s'appuyant sur les syndicats!

La ségrégation s'appuie sur la terreur raciste et en retour la terreur raciste se nourrit de la ségrégation. Parallèlement à la répression policière, on trouve les fascistes de Le Pen qui, profitant de la décomposition de la société bourgeoise et de la liquéfaction des organisations du PCF, étendent leurs sinistres tentacules dans la petite-bourgeoisie et les éléments déclassés et désespérés du prolétariat. La campagne antisoviétique qui a été la marque du règne de Mitterrand, les campagnes successives contre les «immigrés» ont gonflé les voiles des fascistes. Demain encore, l'échec des mesures poudre aux yeux de «réhabilitation» ne fera que renforcer les bandes de Le Pen, légitimées par les mesures policières que prend et prendra le gouvernement dans les cités contre ceux qu'il considère comme les «nouvelles classes dangereuses». Aucune confiance dans l'Etat bourgeois! A chaque exaction, chaque agression et meurtre raciste doit correspondre une puissante mobilisation ouvrière! Il faut écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent!

Il faut une direction révolutionnaire

Les matériaux explosifs s'accumulent dans les cités-ghettos. De nouvelles conflagrations s'annoncent, mais le risque existe que ces luttes soient des explosions désespérées, restant isolées et exposées à la répression sauvage.

La clé réside dans la classe ouvrière, la seule classe qui a l'intérêt et la puissance de briser les murs de la ségrégation. Des milliers de liens existent entre la classe ouvrière organisée par la production et la

population des cités. L'obstacle aux luttes communes gît dans les directions réformistes des syndicats, des partis ouvriers «traditionnels» et dans leurs satellites de la mal nommée «extrême gauche».

Tous, pour des raisons diverses, ont déserté le terrain. Le PCF (qui dans le passé, malgré sa politique réformiste et chauvine, a pu par le biais des luttes économiques rassembler, «intégrer», les strates anciennes de l'immigration ouvrière) a abandonné la section la plus vulnérable de la classe ouvrière, celle venant des anciennes colonies africaines de l'impérialisme français. L'ignoble destruction revendiquée d'un foyer africain à Vitry comme droit d'entrée dans le premier gouvernement Mitterrand, le lâche abandon de la lutte des ouvriers «immigrés» de Talbot contre les licenciements, sa campagne constante pour la «préservation» de «l'identité» française le disqualifient. Le PCF, gangrené par sa politique de front populaire, de «socialisme» à la française, s'est appuyé de plus en plus sur l'aristocratie ouvrière, «française de souche», et sur la petite-bourgeoisie pourvoyeuse d'impôts locaux dans les municipalités qu'il gère, et ce au détriment de l'organisation, même sur une base étroitement économiste, des ouvriers non qualifiés de l'industrie. Ainsi, par exemple, le PCF et sa fraction dirigeante dans la CGT ont fait une longue campagne sur le thème unique des «dix de Renault», alors que dans le même temps la Régie licenciat des OS «immigrés» à tour de bras. La résolution finale de son 27^e congrès est de ce point de vue caricaturale; dans les cités-ghettos, sous couvert de lutte contre la drogue, le PCF propose plus de flics et l'application de toute la répression de la «justice» bourgeoise.

L'organisation sous-réformiste Lutte ouvrière, qui se refuse à distinguer entre les «antiracistes» et les «autres» dans sa quête des «ouvriers du rang», n'a rien à offrir et fait mine, comme le PCF, de ne



Vincent Leloup/Collectif

voir dans les banlieues-ghettos que le résultat de la spéculation immobilière qui chasse les ouvriers et les couches inférieures de la petite-bourgeoisie des centres-villes. L'«aveuglement» délibéré de Lutte ouvrière face à la question de la ségrégation et de la terreur raciste, qu'elle ne voit que comme des «misérables assassinant d'autres misérables», en fait une organisation qui ne peut que repousser les jeunes qui cherchent une voie pour lutter contre la ségrégation et la terreur racistes.

Quant à la LCR de Krivine, occupée à suivre les pro-Mitterrand de SOS-Racisme, son programme «maximum» de «droits égaux pour tous» qui, au gré des alliances électorales s'est transformé en un simple «droit de vote», a quasiment disparu des pages de son journal. Par contre, sous le titre «La contre-offensive», *Rouge* du 20 décembre est «convaincu» que pour faire échec à Le Pen à Clichy-sous-Bois c'est «à travers une mobilisation de masse, reposant sur une dynamique unitaire, que l'on parviendra à réduire l'abstentionnisme, encore faut-il parvenir à élaborer un programme d'action municipale [...]». Un concentré de crétinisme électoral municipal!

La LTF et le *Bolchévik* ont fait de la simple revendication des pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leur famille un des éléments essentiels de la nécessaire lutte contre la ségrégation.

Dans leur cité, les jeunes ont désespérément besoin d'une direction révolutionnaire qui place la lutte contre la terreur et la ségrégation racistes au centre du programme pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière et pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier qui abattra les murs des nouveaux ghettos et, en expropriant la bourgeoisie, jettera les bases économiques et sociales d'une société qui offrira un futur à l'humanité. C'est ce à quoi s'attache la Ligue trotskyste. Pour un parti communiste révolutionnaire multiethnique. ■